



## NOTE D'OPERATION

**Mise à la disposition du public à l'occasion de l'admission au Premier Marché d'Euronext  
Paris SA et de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de  
l'Offre Réservée aux Salariés d'actions existantes Sneema**

Fourchette de prix indicative applicable à l'Offre à Prix Ouvert : entre 15,35 euros et 17,10 euros

L'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 0,10 euro par rapport au prix du  
Placement Global Garanti (fourchette de prix indicative du Placement Global Garanti :  
entre 15,45 euros et 17,20 euros)



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 04-533 en date du 3 juin 2004 sur le présent prospectus, conformément aux dispositions du règlement COB n° 98-01.

Ce prospectus a été établi par Sneema et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers est constitué :

- du document de base, enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072 ; et
- de la présente note d'opération.

Une notice sera publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 7 juin 2004.

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais auprès de Sneema, 2, boulevard  
du général Martial Valin – 75015 Paris, et sur son site Internet (<http://www.sneema.com>)  
ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>)  
et auprès des établissements financiers introducteurs.

### RESERVATION D' ACTIONS

Entre la date du présent prospectus et la date d'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert, les intermédiaires habilités pourront recueillir auprès des personnes physiques des réservations d'actions Sneema. Ces réservations sont révocables à tout moment jusqu'au 14 juin, 17 heures, et pourront être utilisées comme précisé dans la présente note d'opération. Les termes des réservations pouvant être utilisés sont annexés à la présente note d'opération.

Toute mention relative aux réservations, sous quelque forme que ce soit, devra être conforme à celles figurant dans la présente note d'opération.

Si ces réservations ne sont pas révoquées, elles seront, en ce qui concerne la priorité d'achat R1, servies, soit intégralement, soit au minimum deux fois mieux que les ordres A transmis à compter de l'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert.

Les réservations qui seront ainsi effectuées et les ordres en résultant seraient caducs en cas de résolution de l'Offre, conformément au paragraphe 2.1.9 de la présente note d'opération.

CALYON  
Conseil de l'Etat

*Coordinateurs Globaux*  
Credit Suisse First Boston  
Conseil de l'Etat

ABN AMRO Rothschild  
Conseil de la Société

CALYON

Placement Global  
*Chefs de File et Teneurs de Livre*

Credit Suisse First Boston

*Chef de File Associé*  
ABN AMRO Rothschild

Offre à Prix Ouvert  
*Chef de File/Teneur de Livre*  
CALYON



## SOMMAIRE

	<u>Page</u>
CHAPITRE 1 RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES .....	4
1.1 RESPONSABLES DU PROSPECTUS .....	4
1.2 ATTESTATION DES RESPONSABLES DU PROSPECTUS .....	4
1.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	4
1.3.1 Commissaires aux comptes titulaires .....	4
1.3.2 Commissaires aux comptes suppléants .....	4
1.3.3 Attestation des Commissaires aux comptes .....	5
1.4 RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE.....	6
CHAPITRE 2 EMISSION ET ADMISSION D' ACTIONS AU PREMIER MARCHE D'EURONEXT PARIS .....	7
2.1 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION .....	7
2.1.1 Cadre de l'opération .....	7
2.1.2 Participation de l'Etat .....	8
2.1.3 Calendrier indicatif des opérations.....	8
2.1.4 Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti .....	9
2.1.5 Eléments d'appréciation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et de celui du Placement Global Garanti .....	9
2.1.6 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert .....	10
2.1.7 Caractéristiques principales du Placement Global Garanti .....	15
2.1.8 Offre Réservée aux Salariés .....	17
2.1.9 Condition résolutoire de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés .....	25
2.1.10 Restrictions de placement .....	25
2.2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ADMISSION DES ACTIONS SNECMA AU PREMIER MARCHE D'EURONEXT PARIS .....	25
2.2.1 Renseignements généraux relatifs à l'admission des actions .....	25
2.2.2 Modifications de la répartition du capital .....	26
2.2.3 Service des titres et service financier.....	26
2.2.4 Etablissements financiers introducteurs .....	26
2.2.5 Produits et charges relatifs à l'opération .....	27
2.2.6 But de l'admission des titres sur le Premier Marché d'Euronext Paris .....	27
2.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LES ACTIONS DONT L'ADMISSION EST DEMANDEE .....	27
2.3.1 Droits attachés aux actions .....	27
2.3.2 Forme et mode d'inscription en compte des actions.....	27
2.3.3 Négociabilité .....	27
2.3.4 Régime fiscal .....	27
2.4 PLACES DE COTATION.....	31
2.5 TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE LITIGE .....	32
CHAPITRE 3 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL .....	33
3.1 ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS .....	33
3.1.1 Finalités .....	33
3.1.2 Cadre juridique .....	33
3.1.3 Durée .....	35
3.1.4 Prix maximum et minimum du programme.....	35
3.1.5 Modalités de rachat .....	35
3.1.6 Modalités de financement du programme .....	35
3.1.7 Incidences du programme de rachat d'actions.....	36
3.1.8 Régime fiscal .....	36
3.1.9 Intention des personnes contrôlant la Société .....	37

	<u>Page</u>
CHAPITRE 4 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR .....	38
CHAPITRE 5 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR .....	39
CHAPITRE 6 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE .....	40
6.1 Composition du Conseil d'administration .....	40
CHAPITRE 7 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'EMETTEUR.....	42
7.1 Activités de la Société depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2004 .....	42
7.2 Risque de change .....	42

# PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION D'INTRODUCTION DE LA SOCIETE SUR LE PREMIER MARCHE (visa n° 04-533 du 3 juin 2004)

Fourchette de prix indicative applicable à l'Offre à Prix Ouvert : entre 15,35 euros et 17,10 euros

L'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 0,10 euro par rapport au prix du Placement Global Garanti (fourchette de prix indicative du Placement Global Garanti : entre 15,45 euros et 17,20 euros)

Dans la présente note d'opération, sauf indication contraire, le terme "**Société**" renvoie à la société Snecma seule et les termes "**Snecma**" et "**Groupe**" renvoient à la Société et ses filiales consolidées.

## Société émettrice

Dénomination sociale :	Snecma
Secteur d'activité Footsie :	215 – Aerospace
Nationalité de la société :	française

<b>Actionnaire cédant</b>	L'Etat
---------------------------	--------

## Actions dont l'admission au Premier Marché d'Euronext Paris est demandée

La totalité des actions composant le capital de la Société à la date de la présente note d'opération, soit 270 092 310 actions, d'une valeur nominale d'un euro chacune, intégralement souscrites, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

## Capital offert

Nature de l'offre

- Offre à prix ouvert en France (l' "Offre à Prix Ouvert").
- Placement global garanti par un syndicat unique d'établissements financiers (le "Placement Global Garanti") auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France.
- Offre effectuée auprès de certains salariés et anciens salariés de la Société et de certaines de ses filiales à des conditions préférentielles d'acquisition (l' "Offre Réservée aux Salariés").

Nombre d'actions mises à la disposition du marché par l'Etat

Environ 73 981 807 actions existantes de la Société, représentant environ 27,39 % du nombre total d'actions et 27,68 % des droits de vote de la Société, avant exercice de l'Option de Surallocation, cédées par l'Etat dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti (l' "Offre").

L'Etat, envisage d'affecter à l'Offre à Prix Ouvert, après concertation avec la Société et les Coordinateurs Globaux, entre 30 % et 60 % environ du nombre d'actions qu'il cède dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, y compris toute surallocation, soit entre 25 523 724 et 51 047 448 actions, étant entendu que le nombre définitif d'actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, d'une part, et dans le cadre du Placement Global Garanti, d'autre part, sera déterminé en fonction de la nature et de l'importance de la demande.

Option de Surallocation

L'Etat consentira aux banques garantes du Placement Global Garanti une option d'achat permettant l'acquisition au prix du Placement Global Garanti d'un maximum d'environ 11 097 271 actions existantes supplémentaires, soit environ 15 % du nombre d'actions initialement offertes dans l'Offre, pour couvrir d'éventuelles surallocations (l' "Option de Surallocation").

En cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation, le nombre total d'actions offertes par l'Etat dans l'Offre sera porté

	à 85 079 078, soit 31,50 % du nombre total d'actions et 31,83 % des droits de vote de la Société.
Nombre d'actions mises à la disposition de certains salariés et anciens salariés de la Société et de la quasi-totalité de ses filiales par l'Etat	<p>8 220 201 actions existantes de la Société, représentant environ 3,04 % du nombre total d'actions et 3,08 % des droits de vote de la Société, avant exercice de l'Option de Surallocation, cédées par l'Etat dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés.</p> <p>Conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, le nombre d'actions cédées dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés représentera 10 % du nombre total d'actions cédées par l'Etat suivant les procédures du marché financier. Ainsi, au cas où il serait décidé d'exercer l'Option de Surallocation, le nombre d'actions existantes offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés serait augmenté en conséquence, de façon à représenter 10 % du nombre total final d'actions cédées par l'Etat, soit en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, 9 453 231 actions.</p> <p>Certaines des formules de l'Offre Réservée aux Salariés bénéficieront d'une décote de 20 % par rapport au prix de l'Offre à Prix Ouvert (voir paragraphe 2.1.8.2. ci-dessous).</p>
Nombre d'actions mises à la disposition du marché par Société Générale	<p>Environ 50 % du nombre total d'actions acquises par les salariés au titre de la formule "Levier" de l'Offre Réservée aux Salariés, étant entendu que le montant du versement personnel de chaque salarié est plafonné à 1 000 euros et que le montant du complément bancaire est égal à neuf fois le versement personnel. Ces actions, provenant de l'autocontrôle de la Société et prêtées à des conditions de marché à la Société Générale, seront offertes dans le cadre du Placement Global Garanti par la Société Générale, en qualité de Banque Structurante, afin de couvrir ses engagements au titre de la garantie consentie aux salariés dans le cadre de ladite formule "Levier". Ces actions ne seront cédées dans le cadre du Placement Global Garanti que dans la mesure où la demande le permettra, étant précisé que le placement de ces actions ne fait pas l'objet du contrat de garantie décrit au paragraphe 2.1.7.9 ci-dessous. Ainsi, la quotité d'actions offertes dans le Placement Global Garanti sera augmentée dans la mesure de la demande. Dans le cas où la demande serait insuffisante, la Société pourra se porter acquéreur du nombre d'actions qui n'auraient pu être cédées par la Société Générale selon cette modalité. La Société Générale offrira au maximum 2 824 560 actions.</p>

## Cotation

Les négociations d'actions Snecma sur le Premier Marché d'Euronext Paris devraient débuter le 18 juin 2004.

## Calendrier indicatif des opérations

Jeudi 3 juin 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie fixant les modalités de l'opération</li> <li>• Visa de l'Autorité des marchés financiers</li> <li>• Communiqué du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie annonçant l'opération</li> </ul>
Vendredi 4 juin 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture de la période de réservation, ouverture du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés</li> </ul>
Lundi 14 juin 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clôture de la période de réservation</li> </ul>
Mardi 15 juin 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture de l'Offre à Prix Ouvert</li> </ul>
Mercredi 16 juin 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clôture de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti* et de l'Offre Réservée aux Salariés</li> </ul>

Jeudi 17 juin 2004

- Arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie fixant les prix de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés
- Annonce du prix de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés
- Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre à Prix Ouvert
- Communiqué de presse présentant les conditions définitives de l'opération

Vendredi 18 juin 2004

- Première cotation sur le Premier Marché d'Euronext Paris

Mercredi 23 juin 2004

- Règlement-livraison de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti

Vendredi 16 juillet 2004

- Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation

\* qui peut être clos par anticipation sans préavis.

### **Contacts investisseurs**

Monsieur Alain Marcheteau  
Directeur Général Adjoint Affaires Economiques et Financières  
Téléphone : 01.40.60.82.11  
Télécopie : 01.40.60.83.92  
Adresse électronique : alain.marcheteau@sncma.fr

Madame Françoise Descheemaeker  
Directeur de la Communication  
Téléphone : 01.40.60.81.06  
Télécopie : 01.40.60.84.87  
Adresse électronique : françoise.descheemaeker@sncma.fr

### **Intermédiaires financiers**

CALYON  
Credit Suisse First Boston  
ABN AMRO Rothschild

### **Mise à disposition du prospectus**

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais auprès de Sncma, 2, boulevard du général Martial Valin – 75015 Paris, et sur son site Internet (<http://www.sncma.com>) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>) et auprès des établissements financiers introducteurs.

## **CHAPITRE 1.**

### **RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES**

---

#### **1.1 RESPONSABLES DU PROSPECTUS**

Monsieur Jean-Pierre Jouyet, Directeur du Trésor, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.  
Monsieur Jean-Paul Béchat, Président Directeur Général de Snecma.

#### **1.2 ATTESTATION DES RESPONSABLES DU PROSPECTUS**

A ma connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société et de ses filiales ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Monsieur Jean-Pierre Jouyet,  
Directeur du Trésor, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

A ma connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société et de ses filiales ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Monsieur Jean Paul Béchat,  
Président Directeur Général de Snecma.

#### **1.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES**

##### **1.3.1 Commissaires aux comptes titulaires**

Deloitte Touche Tohmatsu  
185, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine  
représenté par Monsieur Jean-Paul Picard et Monsieur Jean-Marc Lumet.

Nommé par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 1999 pour une période de six exercices, ce mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2004.

Mazars & Guérard  
Le Vinci  
4, allée de l'Arche, 92075 La Défense  
représenté par Monsieur Michel Rosse et Monsieur Jean-Marc Deslandes.

Nommé par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 1999 pour une période de six exercices, ce mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2004.

##### **1.3.2 Commissaires aux comptes suppléants**

Monsieur Alain Vincent  
64, rue du Rocher, 75008 Paris  
Associé du cabinet Ernst & Young Audit.

Nommé par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 1993. Le dernier renouvellement pour une période de six exercices date de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 1999, ce mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2004.

B.E.A.S.  
7-9, Villa Houssay  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Première nomination par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2004, le mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2004.



### 1.3.3 Attestation des Commissaires aux comptes

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Snecma et en application du règlement COB n° 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans la présente note d'opération établie à l'occasion de l'admission au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. et de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés d'actions existantes Snecma.

Cette note d'opération incorpore le document de base de la société Snecma enregistré auprès de l'AMF le 4 mai 2004 sous le n° I.04.-072. Ce document de base a fait l'objet d'un avis de notre part en date du 4 mai 2004 dans lequel nous concluons que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans le document de base.

Cette note d'opération a été établie sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration de Snecma. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans la note d'opération, afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission, étant précisé que cette note d'opération ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2001, 2002 et 2003 arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve avec, au titre de l'exercice 2002, une observation concernant le changement de méthode de comptabilisation des avances remboursables (comptes consolidés) et au titre de l'exercice 2001, une observation concernant le changement de méthode relatif à la désactualisation des impôts différés (comptes consolidés) et une observation concernant le changement de méthode relatif à l'utilisation antérieure des reports déficitaires des filiales intégrées fiscalement (comptes sociaux).

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans la présente note d'opération établie à l'occasion de l'admission au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. et de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés, d'actions existantes Snecma.

La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 3 juin 2004

Les Commissaires aux Comptes,

MAZARS & GUERARD

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Michel Rosse

Jean-Marc Deslandes

Jean-Paul Picard

Jean-Marc Lumet

Information annexe :

La présente note d'opération incorpore par référence le document de base de la Société Snecma, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 et qui a obtenu le numéro I.04.-072, lequel inclut :

- le rapport général et le rapport sur les comptes consolidés au 31 décembre 2003 des commissaires aux comptes (respectivement en pages 130-131 et 124-125) comportant la justification des appréciations, en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce ;
- le rapport des commissaires aux comptes (page 141), établi en application du dernier alinéa L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

#### **1.4 RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE**

Monsieur Alain Marcheteau

Directeur Général Adjoint Affaires Economiques et Financières

Téléphone : 01 40 60 82 11

Télécopie : 01 40 60 83 92

Adresse électronique : [alain.marcheteau@sneema.fr](mailto:alain.marcheteau@sneema.fr)

Madame Françoise Descheemaeker

Directeur de la Communication

Téléphone : 01 40 60 81 06

Télécopie : 01 40 60 84 87

Adresse électronique : [francoise.descheemaeker@sneema.fr](mailto:francoise.descheemaeker@sneema.fr)

## CHAPITRE 2.

### EMISSION ET ADMISSION D' ACTIONS AU PREMIER MARCHE D'EURONEXT PARIS

---

#### 2.1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

##### 2.1.1 Cadre de l'opération

En vertu de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, du décret du 3 juin 2004 et de l'arrêté du 3 juin 2004, le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, comme il l'a fait connaître par un communiqué en date du 3 juin 2004, a décidé de procéder à la vente d'un maximum de 94 532 309 actions Snecma détenues par l'Etat, soit 35,00 % du nombre total d'actions et 35,37 % des droits de vote de la Société à la date de la présente note d'opération. Par ailleurs, la Société Générale a l'intention de céder environ 50 % du nombre d'actions acquises par les salariés dans le cadre de la formule "Levier" afin de couvrir ses engagements au titre de la garantie afférente à l'Offre Réservée aux Salariés décrite ci-dessous.

A la date de la présente note d'opération, le capital social de la Société s'élève à 270 092 310 euros, divisé en 270 092 310 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Pour la réalisation de la vente des actions Snecma, il sera procédé à :

1. Une mise à la disposition du marché de 73 981 807 actions cédées par l'Etat (l' "Offre") aux termes d'une offre à prix ouvert en France d'actions cédées par l'Etat dirigée par Calyon (l' "Offre à Prix Ouvert") et d'un placement global d'actions cédées par l'Etat auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, garanti par un syndicat d'établissements financiers dirigé par Calyon et Credit Suisse First Boston (le "Placement Global Garanti").

L'Etat envisage d'affecter à l'Offre à Prix Ouvert, après concertation avec la Société et les Coordinateurs Globaux, entre 30 % et 60 % environ du nombre d'actions qu'il cède dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, y compris toute surallocation, soit entre 25 523 724 et 51 047 448 actions, étant entendu que le nombre définitif d'actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, d'une part, et dans le cadre du Placement Global Garanti, d'autre part, sera déterminé en fonction de la nature et de l'importance de la demande.

En outre, l'Etat consentira aux banques garantes du Placement Global Garanti une option d'achat permettant l'acquisition au prix du Placement Global Garanti d'un maximum d'environ 11 097 271 actions existantes supplémentaires, soit environ 15 % du nombre d'actions initialement offertes par l'Etat dans le cadre de l'Offre, pour couvrir d'éventuelles surallocations (l' "Option de Surallocation"). Cette option devra être exercée au plus tard 30 jours après la date de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti.

En cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation, le nombre total d'actions offertes dans l'Offre à Prix Ouvert et le Placement Global Garanti sera porté à 85 079 078 actions.

2. Une offre portant sur environ 8 220 201 actions existantes (en cas de non exercice de l'Option de Surallocation) effectuée par l'Etat auprès de certains salariés et anciens salariés de la Société et de la quasi-totalité de ses filiales à des conditions préférentielles d'acquisition (l' "Offre Réservée aux Salariés").

Conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, le nombre d'actions cédées dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés représentera 10 % du nombre total d'actions cédées par l'Etat suivant les procédures du marché financier. Ainsi, au cas où il serait décidé d'exercer l'Option de Surallocation, le nombre d'actions existantes offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés serait augmenté en conséquence, de façon à représenter 10 % du nombre total final d'actions cédées par l'Etat, soit, en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, 9 453 231 actions.

3. Une offre par la Société Générale d'environ 50 % du nombre total d'actions acquises par les salariés au titre de la formule "Levier" de l'Offre Réservée aux Salariés décrite ci-dessous, étant entendu que le montant du versement personnel de chaque salarié est plafonné à 1 000 euros et que le montant du complément bancaire est égal à neuf fois le versement personnel. Ces actions seront offertes dans le cadre du Placement Global Garanti par la Société Générale, en qualité de Banque Structurante, afin de couvrir ses engagements au titre de la garantie consentie aux salariés de ladite formule "Levier". Ces actions ne seront cédées dans le cadre du Placement Global Garanti que dans la mesure où la demande le

permettra, étant précisé que le placement de ces actions ne fait pas l'objet du contrat de garantie décrit au paragraphe 2.1.7.9 ci-dessous. Ainsi, la quotité d'actions offertes dans le Placement Global Garanti sera augmentée dans la mesure de la demande. Dans le cas où la demande serait insuffisante, la Société pourra se porter acquéreur du nombre d'actions qui n'auraient pu être cédées par la Société Générale selon cette modalité. La Société Générale offrira au maximum 2 824 560 actions.

### 2.1.2 Participation de l'Etat

L'Etat détient actuellement 97,2 % du capital social et 98,2 % des droits de vote de Snecma. Après le règlement-livraison de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés, l'Etat continuera à détenir la majorité du capital social et des droits de vote de la Société. Par conséquent l'Etat aura la faculté de contrôler les décisions devant être adoptées en assemblée générale ordinaire des actionnaires, c'est-à-dire notamment la nomination des représentants des actionnaires au conseil d'administration. Toutefois, en cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'Etat détiendra moins de 66,6 % de la totalité des droits de vote de la Société et ne pourra donc pas décider seul de l'adoption des résolutions qui exigent une majorité qualifiée en assemblée générale, sous réserve du taux de présence et de représentation des autres actionnaires à l'assemblée en question (voir paragraphes 3.1.2 et 3.3.4 du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072 et paragraphe 2.2.2 de la présente note).

Par ailleurs, il est rappelé que, conformément au communiqué de presse du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et du Ministère de la défense du 24 février 2004, à ce stade, seule une part minoritaire du capital de Snecma serait transférée au secteur privé.

### 2.1.3 Calendrier indicatif des opérations

Jeudi 3 juin 2004	Arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie fixant les modalités de l'opération  Visa de l'Autorité des marchés financiers  Communiqué du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie annonçant l'opération
Vendredi 4 juin 2004	Ouverture de la période de réservation, ouverture du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés
Lundi 14 juin 2004	Clôture de la période de réservation
Mardi 15 juin 2004	Ouverture de l'Offre à Prix Ouvert
Mercredi 16 juin 2004	Clôture de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti* et de l'Offre Réservée aux Salariés
Jeudi 17 juin 2004	Arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie fixant les prix de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés  Annonce du prix de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés  Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre à Prix Ouvert  Communiqué de presse présentant les conditions définitives de l'opération
Vendredi 18 juin 2004	Première cotation sur le Premier Marché d'Euronext Paris
Mercredi 23 juin 2004	Règlement-livraison de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti
Vendredi 16 juillet 2004	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation

\* qui peut être clos par anticipation sans préavis.

Ce calendrier et les dates figurant par ailleurs dans cette note d'opération sont fournis à titre indicatif.

#### **2.1.4 Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti**

Le prix de l'Offre à Prix Ouvert et celui du Placement Global Garanti seront déterminés dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 et feront l'objet d'un arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

L'Offre à Prix Ouvert bénéficiera d'une réduction de 0,10 euro par rapport au prix du Placement Global Garanti.

Le prix de vente des actions dans le cadre du Placement Global Garanti résultera de la confrontation de l'offre de titres et des demandes d'achat émises par les investisseurs selon la technique dite de "construction du livre d'ordres" telle que développée par les usages professionnels.

Les allocations seront effectuées sur la base, notamment, des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus d'assurer un développement ordonné du marché secondaire,
- quantité demandée,
- sensibilité au prix des demandes exprimées par ces investisseurs.

Le prix de vente des actions cédées dans le cadre du Placement Global Garanti pourrait se situer entre 15,45 euros et 17,20 euros par action et celui des actions cédées dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert pourrait se situer entre 15,35 et 17,10 euros. **CETTE INFORMATION EST DONNEE A TITRE STRICTEMENT INDICATIF ET NE PREJUGE PAS DU PRIX DEFINITIF DU PLACEMENT GLOBAL GARANTI ET DE L'OFFRE A PRIX OUVERT, QUI POURRONT ETRE FIXES EN DEHORS DE CES FOURCHETTES.**

Il est prévu que le prix des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et celui des actions offertes dans le cadre du Placement Global Garanti soient fixés le 17 juin 2004, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le prix du Placement Global Garanti et le prix de l'Offre à Prix Ouvert dans des conditions satisfaisantes. Dans ce cas, la nouvelle date de clôture du Placement Global Garanti et de l'Offre à Prix Ouvert et la nouvelle date prévue pour la détermination du prix du Placement Global Garanti et du prix de l'Offre à Prix Ouvert feront l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué de presse diffusé au plus tard la veille de la date de clôture initiale du Placement Global Garanti et de l'Offre à Prix Ouvert et publié dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale (sans préjudice des dispositions relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global Garanti et de l'Offre à Prix Ouvert en cas de modification de la fourchette de prix visée ci-dessus). Les réservations et les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la publication du communiqué visé ci-dessus pourront être révoqués jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert.

Le prix du Placement Global Garanti et le prix de l'Offre à Prix Ouvert seront indiqués dans un avis publié par Euronext Paris et portés à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse.

En cas de modification des fourchettes de prix comme en cas de fixation du prix du Placement Global Garanti et de l'Offre à Prix Ouvert en dehors de leurs fourchettes respectives, les nouvelles fourchettes de prix (ou le prix) seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué de presse publié dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et la clôture de l'Offre à Prix Ouvert sera reportée, ou l'Offre à Prix Ouvert sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué et la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert. Les réservations et les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la publication du communiqué visé ci-dessus pourront être révoqués jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert. L'avis et le communiqué susvisés indiqueront le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert, la nouvelle date prévue pour la fixation du prix et la nouvelle date de règlement-livraison.

Pour l'Offre à Prix Ouvert et pour le Placement Global Garanti, le prix sera payable comptant, net de tous frais pour les acquéreurs et souscripteurs. L'Offre à Prix Ouvert et le Placement Global Garanti ne sont soumis à aucun droit d'enregistrement ni de timbre.

#### **2.1.5 Eléments d'appréciation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et de celui du Placement Global Garanti**

Conformément à l'article 3 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, la Commission des participations et des transferts rendra un avis sur le prix minimum pouvant être offert pour la cession d'actions Snecma.

Les évaluations effectuées par la Commission des participations et des transferts seront conduites selon les méthodes objectives couramment pratiquées en matière de cession totale ou partielle d'actifs de sociétés en tenant

compte, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la valeur des actifs, des bénéfices réalisés, de l'existence des filiales et des perspectives d'avenir.

Le tableau ci-dessous présente les capitaux propres, le résultat net et la capacité d'autofinancement du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 :

	Montant total (en millions d'euros)	Montant par action <sup>(1)</sup> (en euros)	Point médian de la fourchette de prix du Placement Global Garanti (16,325 euros)/Montant par action
Capitaux propres, part du Groupe	1 183	4,38	3,73
Résultat net, part du Groupe	182	0,67	24,37
Capacité d'autofinancement	630	2,33	7,01

(1) Sur la base de 270 092 310 actions au 31 décembre 2003.

## 2.1.6 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Les conditions définitives de l'Offre à Prix Ouvert feront l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis d'Euronext Paris. En cas de report de la date de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti ou de fixation d'une nouvelle fourchette indicative ou au cas où le prix de l'Offre à Prix Ouvert se situerait en dehors de la fourchette indicative, il sera procédé comme décrit au paragraphe 2.1.4 ci-dessus. En cas de modification des autres modalités initialement arrêtées pour l'Offre à Prix Ouvert non prévue par la présente note d'opération, un complément à la présente note d'opération sera soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers. Il est précisé que les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert seraient nuls si l'Autorité des marchés financiers n'apposait pas son visa sur ce complément.

### 2.1.6.1 Nombre de titres offerts

L'Etat envisage d'affecter à l'Offre à Prix Ouvert, après concertation avec la Société et les Coordinateurs Globaux, entre 30 % et 60 % environ du nombre d'actions qu'il cède dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, y compris toute surallocation, soit entre 25 523 724 et 51 047 448 actions, étant entendu que le nombre définitif d'actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, d'une part, et dans le cadre du Placement Global Garanti, d'autre part, sera déterminé en fonction de la nature et de l'importance de la demande.

### 2.1.6.2 Durée de l'Offre à Prix Ouvert

L'Offre à Prix Ouvert débutera le 15 juin 2004 et prendra fin le 16 juin 2004 à 17 heures.

Elle est précédée d'une période de réservation qui débutera le 4 juin 2004 et prendra fin le 14 juin 2004 à 17 heures.

### 2.1.6.3 Prix de vente des actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert

Le prix de vente des actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera déterminé le lendemain de la clôture de l'Offre à Prix Ouvert, soit le 17 juin 2004, par un arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et sera indiqué dans un communiqué de presse et un avis d'Euronext Paris. Il bénéficiera d'une réduction de 0,10 euro par rapport au prix de vente des actions dans le cadre du Placement Global Garanti.

Le prix devra être versé comptant, net de tous frais par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre à Prix Ouvert, soit le 23 juin 2004. L'Offre à Prix Ouvert n'est soumise à aucun droit d'enregistrement et de timbre.

### 2.1.6.4 Réservations d'actions

#### (a) Personnes habilitées à émettre des réservations dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert

Les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen (tels que définis au paragraphe 2.1.6.5. (a) ci-dessous), habilitées à émettre dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert des ordres à caractère prioritaire, dits "ordres A",



peuvent réserver des actions, à compter du 4 juin 2004 et jusqu'au 14 juin 2004, 17 heures, dans les conditions décrites au (b) ci-dessous.

*(b) Mandats d'achat*

Les personnes physiques habilitées à émettre des réservations ont la possibilité, à partir du 4 juin 2004 et jusqu'au 14 juin 2004, 17 heures, de transmettre leurs réservations aux guichets de tout établissement de crédit, de la Poste, des caisses d'épargne ou de tout autre intermédiaire habilité en France, sous la forme de mandats d'achat. Les ordres d'achat prioritaires exécutés en vertu de mandats d'achat transmis sous forme de réservation ont vocation, dans la limite d'une première priorité R1 jusqu'à concurrence d'un montant de 2 000 euros, à être servis, soit intégralement, soit au minimum deux fois mieux que les ordres transmis à compter de l'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert au titre des ordres A1 décrits ci-dessous. Au-delà de ce montant, les ordres d'achat exécutés en vertu de mandats d'achat donnent droit à une priorité d'achat supplémentaire R2 (voir paragraphe 2.1.6.7.1 ci-dessous).

Une même personne ne pourra transmettre qu'une réservation et cette réservation ne devra être confiée qu'à un seul intermédiaire. L'utilisation de la réservation exclut la possibilité pour la personne concernée de transmettre un ordre A à l'Offre à Prix Ouvert tel que décrit ci-dessous. Elle ne pourra transmettre une autre réservation ou un ordre A à l'Offre à Prix Ouvert que si elle a révoqué sa réservation dans les conditions décrites ci-dessous.

Les réservations doivent porter sur un montant minimum de 200 euros et être un multiple entier de 100 euros. Dans le cas contraire, la réservation sera arrondie au multiple entier de 100 euros immédiatement inférieur. Une même personne ne pourra émettre de réservation portant sur un nombre de titres supérieur à 20 % du nombre de titres offerts dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert.

Les mandats d'achat sont révocables par leurs signataires auprès de leur intermédiaire habilité, à tout moment jusqu'au 14 juin 2004, 17 heures.

En cas de fixation d'une nouvelle fourchette indicative ou au cas où les prix du Placement Global Garanti et de l'Offre à Prix Ouvert se situeraient en dehors de leur fourchette indicative, comme il est indiqué au paragraphe 2.1.4 ci-dessus, les réservations resteront valables à défaut d'être révoquées par les donneurs d'ordre auprès des établissements qui auront reçu les réservations.

Les intermédiaires habilités transmettront les réservations à Euronext Paris selon le calendrier et les modalités précisés par Euronext Paris dans son avis.

Les termes des mandats d'achat pouvant être utilisés par les établissements susvisés sont annexés à la présente note d'opération. Les réservations qui seront ainsi effectuées seront nulles si le communiqué indiquant les modalités définitives de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti n'est pas publié.

Les ordres d'achat prioritaires exécutés en vertu de mandats d'achat transmis sous forme de réservation donnent droit à une attribution gratuite d'actions dont les modalités seront fixées par le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et qui ne saurait excéder une action pour dix actions acquises et conservées au moins 18 mois. Quel que soit le montant d'achat initial, le droit à attribution gratuite est calculé dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 4 575 euros. Les actions ouvrant le droit à l'attribution gratuite ont le code ISIN FR0010093526. Ces actions bénéficient de la gratuité des droits de garde mentionnée au paragraphe 2.1.6.8.

**2.1.6.5 Ordres d'achat**

*(a) Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert*

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats parties aux accords et au protocole sur l'Espace Economique Européen (Etats membres de l'Union Européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les "Etats parties à l'accord sur l'EEE") ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats parties à l'accord sur l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 2.1.7.5 "Placement à l'étranger".

Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 2.1.7.5 "Placement à l'étranger".

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de compte permettant l'acquisition d'actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert devront à cette fin ouvrir de tels comptes chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

*(b) Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'Offre à Prix Ouvert*

Il est rappelé que les ordres décrits ci-dessous seraient nuls si le communiqué indiquant les modalités définitives de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti n'était pas publié.

Trois catégories d'ordres d'achat sont susceptibles d'être émis en réponse à l'Offre à Prix Ouvert. Les seuils d'achat minimum et la priorité d'achat sont exprimés en euros.

Il est précisé que, quelle que soit la catégorie d'ordre :

- chaque ordre doit porter sur un montant minimum de 200 euros et être un multiple entier de 100 euros ; dans le cas contraire, l'ordre sera arrondi au multiple entier de 100 euros inférieur ;
- un même donneur d'ordre ne peut émettre d'ordre portant sur un montant de titres supérieur à 20 % du nombre de titres offerts dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert ;
- les ordres pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies au paragraphe 2.1.6.7.

*2.1.6.5.1 Ordres A*

Il s'agit d'ordres d'achat émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ayant la qualité de ressortissant de l'un des Etats parties à l'accord sur l'EEE.

**Une même personne n'aura le droit d'émettre qu'un seul ordre d'achat de catégorie A. Cet ordre A devra être confié à un seul intermédiaire financier et être signé par le donneur d'ordre ou son représentant. Il ne pourra en aucun cas être signé par un mandataire, y compris dans le cadre d'un mandat de gestion conféré à titre général ou spécifique pour un compte géré.**

Est considérée comme résidente, la personne de nationalité étrangère dont le domicile principal se trouve en France au moment de l'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert.

L'ordre A doit porter sur un montant minimum de 200 euros. L'ordre A peut être émis pour un montant non limité.

En application de l'article 13 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, l'ordre d'achat prioritaire A donne, pour la présente Offre à Prix Ouvert, une priorité d'achat (A1) jusqu'à concurrence d'un montant de 2 000 euros. L'ordre A donne droit à une priorité d'achat supplémentaire (A2) pour la partie du montant d'acquisition dépassant ce montant. L'ordre A donne droit à une attribution gratuite d'actions dont les modalités seront fixées par le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et qui ne saurait excéder une action pour dix actions acquises et conservées au moins 18 mois. Quel que soit le montant d'achat initial, le droit à attribution gratuite est calculé dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 4 575 euros. Les actions ouvrant le droit à l'attribution gratuite ont le code ISIN FR0010093526. Ces actions bénéficient également de la gratuité des droits de garde mentionnée au paragraphe 2.1.6.8.

*2.1.6.5.2 Ordres B*

Il s'agit d'ordres d'achat émis par des personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ayant la qualité de ressortissant de l'un des Etats parties à l'accord sur l'EEE.

L'ordre B doit porter sur un montant minimum de 200 euros. L'ordre B peut être émis pour un montant non limité. Il peut ne pas être servi ou être servi avec réduction en fonction d'un taux unique aux ordres B, ordres non prioritaires qui ne donnent droit à aucune attribution gratuite d'actions Snecma.

Une même personne physique peut émettre plusieurs ordres B et les répartir entre plusieurs intermédiaires. Un club d'investissement n'est habilité à émettre que des ordres B.

*2.1.6.5.3 Ordres C*

Il s'agit d'ordres d'achat émis par des personnes morales françaises ou ressortissantes d'un Etat partie à l'accord sur l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats n'étant pas parties à l'accord sur l'EEE.

Une même personne morale n'aura le droit d'émettre qu'un seul ordre d'achat de catégorie C.



L'ordre C doit porter sur un montant minimum de 200 euros. L'ordre C peut être émis pour un montant non limité.

Les fonds communs de placement sont traités comme des personnes morales et ne sont habilités à émettre, à ce titre, que des ordres d'achat C.

N'étant pas prioritaire, l'ordre C pourra ne pas être servi ou être servi avec un taux de réduction unique si la demande des personnes physiques le permet (ordres A et B).

L'ordre C ne donne droit à aucune attribution gratuite d'actions Snecma.

#### ***2.1.6.6 Réception, transmission des mandats et des ordres, irrévocabilité***

Les réservations et les ordres au titre de l'Offre à Prix Ouvert doivent être passés par écrit, soit pendant la période de réservation (du 4 juin 2004 au 14 juin 2004, 17 heures, inclus) en utilisant une réservation sous forme de mandat d'achat, soit, en ce qui concerne les ordres A, B et C, pendant la durée de l'Offre à Prix Ouvert (du 15 juin 2004 au 16 juin 2004 à 17 heures inclus), en utilisant un bordereau qui sera disponible auprès de tout établissement de crédit, de la Poste, des caisses d'épargne ou de tout autre intermédiaire habilité en France (les modèles de mandat et d'ordre d'achat sont annexés à la présente note d'opération).

Chaque mandat ou ordre d'achat devra être signé par le donneur d'ordre (y compris en cas de mandat de gestion) ou son représentant.

Les intermédiaires habilités transmettront les ordres à Euronext Paris selon le calendrier et les modalités précisés par Euronext Paris dans son avis.

Il est rappelé qu'une réservation est révocable par son signataire à tout moment jusqu'au 14 juin 2004 inclus et que les ordres passés dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sont irrévocables même en cas de réduction.

En cas de fixation d'une nouvelle fourchette indicative ou au cas où le prix du Placement Global Garanti se situerait en dehors de la fourchette indicative, comme il est indiqué au paragraphe 2.1.4 ci-dessus, les réservations effectuées pendant la période de réservation et les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la publication du communiqué relatif à la nouvelle fourchette de prix resteront valables à défaut d'être révoqués par les donneurs d'ordre auprès des établissements qui auront reçu les réservations ou les ordres, selon le cas. Toutefois, de nouveaux ordres irrévocables pourront être émis pendant la nouvelle période d'offre.

#### ***2.1.6.7 Résultat de l'Offre à Prix Ouvert***

Le résultat de l'Offre à Prix Ouvert fera l'objet d'un avis d'Euronext Paris et d'un communiqué de presse publiés le 17 juin 2004 et au plus tard deux jours de bourse après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert et qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres d'achat A, B et C.

##### ***2.1.6.7.1 Réservations et Ordres A***

Les réservations, et les ordres A n'ayant pas fait l'objet de réservations, ont vocation à être servis intégralement si le niveau de la demande le permet.

Un taux de réduction de 100 % peut être appliqué aux ordres B et C pour servir les réservations et les ordres A. C'est en ce sens que les réservations et les ordres A n'ayant pas fait l'objet de réservation sont prioritaires.

Dans l'hypothèse où le nombre de titres offerts serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des réservations et des ordres A, ces demandes pourront être réduites dans les conditions suivantes :

- la fraction des réservations correspondant aux titres faisant l'objet de la priorité d'achat R1 a vocation à être servie, soit intégralement, soit au moins deux fois mieux que les ordres A1 transmis à compter de l'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert ;
- la fraction des ordres A correspondant aux titres faisant l'objet de la priorité d'achat A1 et les fractions des réservations et des ordres A correspondant aux titres faisant l'objet des priorités d'achat R2 et A2 feront l'objet d'une réduction dans les conditions qui seront précisées dans l'avis publié par Euronext Paris.

Si une réduction doit être effectuée dans les cas visés ci-dessus :

- il sera alloué respectivement pour chaque fraction de réservations R1 et d'ordres A correspondant aux titres faisant l'objet de la priorité d'achat A1, une quantité minimale de titres qui sera annoncée dans un

communiqué publié par le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et l'avis d'Euronext Paris au plus tard deux jours de bourse après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert ;

- au-delà de cette quantité minimale et en fonction du nombre de titres restant disponibles, chaque demande correspondant aux titres faisant l'objet des priorités d'achat R1 et A1 pourra être servie proportionnellement à son montant dans les conditions qui seront annoncées dans un communiqué publié par le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et l'avis d'Euronext Paris.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur, les actions formant rompus étant ensuite allouées selon les usages du marché.

#### **2.1.6.7.2 Ordres B**

Ils ont vocation à être servis intégralement ou avec réduction si la demande correspondant aux ordres A le permet.

Au cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier de titres, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur, les actions formant rompus étant ensuite allouées selon les usages du marché.

#### **2.1.6.7.3 Ordres C**

Ils ont vocation à être servis intégralement ou avec réduction si la demande des personnes physiques (ordres A et B) le permet.

Au cas où l'application du taux de réduction aboutirait à un nombre non entier de titres, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur, les actions formant rompus étant ensuite allouées selon les usages du marché.

#### **2.1.6.8 Droits de garde**

Les actions acquises au titre des réservations et ordres A dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert ne donneront pas lieu à la perception de droits de garde par les établissements teneurs de compte pendant une période de 18 mois à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre à Prix Ouvert, soit le 23 juin 2004. Le code ISIN FR0010092536 a été attribué à ces actions, sauf pour celles donnant droit à attribution gratuite (voir paragraphes 2.1.6.4 et 2.1.6.5.1.).

#### **2.1.6.9 Règlement par les acheteurs et livraison des titres**

Les acheteurs seront débités du montant de leur achat par les intermédiaires ayant reçu leurs ordres d'achat au plus tard le cinquième jour de bourse qui suivra la date de clôture de l'Offre à Prix Ouvert.

Les actions seront inscrites en compte à partir de la date de règlement-livraison, soit le 23 juin 2004.

#### **2.1.6.10 Garantie**

L'Offre à Prix Ouvert fera l'objet d'une garantie par un groupe d'établissements dirigé par Calyon, chef de file, Calyon, Credit Suisse First Boston et ABN AMRO Rothschild intervenant par ailleurs en tant que coordinateurs globaux de ce placement.

La signature du contrat de garantie interviendra au plus tard le jour de la fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert, soit le 17 juin 2004.

Il pourra être mis fin au contrat de garantie à tout moment jusqu'au règlement-livraison inclus (soit le 23 juin 2004), par décision, notifiée à la Direction du Trésor du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et à Snecma, prise au nom des établissements garants de l'Offre à Prix Ouvert par les Coordinateurs Globaux (laquelle décision liera tous les établissements garants de l'Offre à Prix Ouvert) dans le cas où se produirait en France ou à l'étranger entre la date du contrat de garantie et la date du règlement-livraison, un événement ou une circonstance dont l'effet serait de l'avis des Coordinateurs Globaux, après concertation avec la Direction du Trésor du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, si important qu'il rendrait impossible ou compromettrait sérieusement l'Offre à Prix Ouvert ou le règlement ou la livraison des actions cédées dans l'Offre à Prix Ouvert.

Par ailleurs, le contrat de garantie sera résilié de plein droit dans le cas où le contrat de garantie relatif au Placement Global Garanti serait résilié conformément à ses stipulations (voir paragraphe 2.1.7.9).

Les réservations et les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert seront résiliés de plein droit en cas de résiliation du contrat de garantie.

La résiliation du contrat de garantie fera l'objet d'un avis Euronext Paris et d'un communiqué de presse.

Les établissements garants de l'Offre à Prix Ouvert pourront, dans le respect de la législation et de la réglementation applicables, effectuer des interventions pour compte propre sur le marché des actions notamment aux fins de couverture. Par ailleurs, aux termes du contrat de garantie, Calyon (ou tout établissement agissant pour son compte) pourra éventuellement, pour le compte du syndicat de garantie du Placement Global Garanti et du syndicat de garantie de l'Offre à Prix Ouvert, et dans le respect de la législation et de la réglementation applicables, intervenir aux fins de stabilisation du marché de l'action.

Ces activités sont susceptibles de stabiliser, soutenir ou affecter le cours des actions Snecma. De telles activités, si elles sont mises en œuvre, peuvent être interrompues à tout moment. Elles peuvent être effectuées, dans le cadre de la législation et de la réglementation applicables, sur Euronext Paris ou de toute autre manière.

### **2.1.7 Caractéristiques principales du Placement Global Garanti**

Les conditions définitives du Placement Global Garanti feront l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis d'Euronext Paris. En cas de report de la date de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti ou de fixation d'une nouvelle fourchette indicative ou au cas où le prix du Placement Global Garanti se situerait en dehors de la fourchette indicative, il sera procédé comme décrit au paragraphe 2.1.4 ci-dessus. En cas de modification des autres modalités initialement arrêtées pour le Placement Global Garanti non prévue par la présente note d'opération, un complément à la présente note d'opération sera soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers. Il est précisé que les ordres émis dans le cadre du Placement Global Garanti seraient nuls si l'Autorité des marchés financiers n'apposait pas son visa sur ce complément.

#### **2.1.7.1 Nombre de titres offerts**

L'Etat envisage d'affecter au Placement Global Garanti, après concertation avec Snecma et les Coordinateurs Globaux, entre 40 % et 70 % environ du nombre d'actions qu'il cède dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, y compris toute surallocation, soit, avant exercice de l'Option de Surallocation, entre 22 934 359 et 48 458 083 actions, étant entendu que le nombre définitif d'actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, d'une part, et dans le cadre du Placement Global Garanti, d'autre part, sera déterminé en fonction de la nature et de l'importance de la demande.

En outre, l'Etat consentira aux banques garantes du Placement Global Garanti une option d'achat permettant l'acquisition au prix du Placement Global Garanti d'un maximum d'environ 11 097 271 actions supplémentaires, soit environ 15 % du nombre d'actions initialement offertes dans le cadre de l'Offre, pour couvrir d'éventuelles surallocations. Cette option devra être exercée au plus tard 30 jours après la date de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, soit le 16 juillet 2004.

Enfin, le nombre d'actions offertes par l'Etat dans le cadre du Placement Global Garanti pourra être augmenté d'un nombre d'actions offertes par la Société Générale, représentant environ 50 % du nombre d'actions acquises par les salariés au titre de la formule "Levier" de l'Offre Réservée aux Salariés, étant entendu que le montant du versement personnel de chaque salarié est plafonné à 1 000 euros et que le montant du complément bancaire est égal à neuf fois le versement personnel. Ces actions seront offertes par la Société Générale, en qualité de Banque Structurante, afin de couvrir ses engagements au titre de la garantie consentie aux salariés dans le cadre de ladite formule "Levier". Ces actions ne seront cédées dans le cadre du Placement Global Garanti que dans la mesure où la demande le permettra, étant précisé que le placement de ces actions ne fait pas l'objet du contrat de garantie décrit au paragraphe 2.1.7.9 ci-dessous. Ainsi, la quotité d'actions offertes dans le Placement Global Garanti sera augmentée dans la mesure de la demande. Dans le cas où la demande serait insuffisante, la Société pourra se porter acquéreur du nombre d'actions qui n'auraient pu être cédées par la Société Générale selon cette modalité. La Société Générale offrira au maximum 2 824 560 actions.

#### **2.1.7.2 Durée du Placement Global Garanti**

Le Placement Global Garanti débutera le 4 juin 2004 et devrait prendre fin au plus tard le 16 juin 2004 à 17 heures.

Il pourra être clos par anticipation, sans préavis.

#### ***2.1.7.3 Personnes habilitées à acquérir des actions dans le cadre du Placement Global Garanti***

Le Placement Global Garanti sera effectué auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France.

#### ***2.1.7.4 Réception et transmission des ordres***

Les investisseurs devront transmettre leurs ordres à l'un des membres du syndicat du Placement Global Garanti au plus tard le 16 juin 2004 à 17 heures, étant rappelé que le Placement Global Garanti pourra être clos par anticipation sans préavis.

#### ***2.1.7.5 Placement à l'étranger***

Il est prévu que le Placement Global Garanti se fasse en France et à l'étranger.

Chaque établissement chargé de l'Offre s'est engagé à n'offrir les actions à l'achat qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur tant en France qu'à l'étranger. En particulier, les actions ne peuvent être offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique, aucun effort de vente dirigé vers les Etats-Unis d'Amérique ne pourra être entrepris par quiconque. Le document de base et la note d'opération établis dans le cadre de la présente opération ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique. Sous réserve des lois et règlements en vigueur, la Société et l'Etat n'encourront aucune responsabilité en raison du non-respect par l'un desdits établissements de ces lois et règlements.

La diffusion du présent prospectus, la souscription ou la vente des actions offertes peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du présent prospectus doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer.

#### ***2.1.7.6 Prix de vente des actions dans le cadre du Placement Global Garanti***

Le prix de vente des actions offertes dans le cadre du Placement Global Garanti sera fixé par un arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en même temps que le prix de l'Offre à Prix Ouvert, qui lui sera inférieur de 0,10 euro.

#### ***2.1.7.7 Résultat du Placement Global Garanti***

Le résultat du Placement Global Garanti fera l'objet d'un avis d'Euronext Paris et d'un communiqué de presse publiés dans les jours qui suivront l'exercice éventuel de l'option d'achat consentie aux banques garantes ou l'expiration du délai d'exercice de cette option.

#### ***2.1.7.8 Règlement par les acheteurs et livraison des titres***

Les acheteurs seront débités du montant de leur achat par les intermédiaires habilités ayant reçu leurs ordres d'achat au plus tard le cinquième jour de bourse qui suivra la date de clôture du Placement Global Garanti.

Les actions seront inscrites en compte à partir de la date de règlement-livraison, soit le 23 juin 2004.

#### ***2.1.7.9 Garantie***

Le Placement Global Garanti fera l'objet d'une garantie par un groupe d'établissements dirigé par Calyon et Credit Suisse First Boston, chefs de file et teneurs de livre, et ABN AMRO Rothschild, chef de file associé, Calyon, Credit Suisse First Boston et ABN AMRO Rothschild intervenant par ailleurs en tant que coordinateurs globaux de ce placement.

La signature du contrat de garantie interviendra au plus tard le jour de la fixation du prix du Placement Global Garanti, soit le 17 juin 2004.

Il pourra être mis fin au contrat de garantie à tout moment jusqu'au règlement-livraison (soit le 23 juin 2004) inclus, par décision, notifiée à la Direction du Trésor du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et à Snecma, prise au nom des établissements garants du Placement Global Garanti par les Coordinateurs Globaux (laquelle décision liera tous les établissements garants du Placement Global Garanti) dans l'un des cas énumérés ci-après :

- (i) il existerait un événement ou une circonstance ayant un effet qui, de l'avis des Coordinateurs Globaux, après concertation avec la Direction du Trésor du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, serait si important qu'il rendrait impossible ou compromettrait sérieusement le placement,

le règlement ou la livraison des actions comprises dans le Placement Global Garanti de la manière décrite dans la présente note d'opération ; ou

- (ii) au plus tard au règlement-livraison, les déclarations et garanties faites et données par Snecma et l'Etat dans le contrat de garantie s'avèrent inexactes ou ne sont pas respectées, ou les engagements de Snecma et de l'Etat stipulés dans le contrat de garantie ne sont pas respectés, ou l'une des autres conditions préalables au règlement-livraison n'est pas remplie à la date du règlement-livraison, sans qu'il y ait été renoncé.

Par ailleurs, le contrat de garantie sera résilié de plein droit dans le cas où le contrat de garantie relatif à l'Offre à Prix Ouvert serait résilié conformément à ses stipulations (voir paragraphe 2.1.6.10).

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global Garanti seront résiliés de plein droit en cas de résiliation du contrat de garantie.

La résiliation du contrat de garantie fera l'objet d'un avis Euronext Paris et d'un communiqué de presse.

L'Etat s'est engagé à ne pas offrir, prêter, gager ou céder, directement ou indirectement, d'actions Snecma ou d'autres titres donnant accès au capital de Snecma, directement ou indirectement, à compter de la signature du contrat de garantie et pendant une période expirant 365 jours après le règlement-livraison des actions cédées dans le cadre du Placement Global Garanti sans l'accord préalable écrit d'au moins deux des Coordinateurs Globaux (lequel accord ne pouvant être refusé sans motif légitime), sous réserve des exceptions suivantes :

- cessions d'actions dans le cadre du Placement Global et de l'Offre à Prix Ouvert ;
- cessions ou attributions d'actions dans le cadre de l'Offre Réservee aux Salariés ;
- cessions d'actions de gré à gré dans la mesure où le cessionnaire prend un engagement de conservation similaire vis-à-vis des banques garantes, pour la période restant à courir.

Il s'est engagé, dans les mêmes conditions, à ne pas accorder de droits ou options sur de tels titres.

De même, Snecma s'est engagée à ne pas émettre, offrir, prêter, gager ou céder, directement ou indirectement, d'actions Snecma ou d'autres titres donnant accès à son capital, directement ou indirectement, à compter de la signature du contrat de garantie et pendant une période expirant 180 jours après le règlement-livraison des actions cédées dans le cadre du Placement Global Garanti sans l'accord préalable écrit d'au moins deux des Coordinateurs Globaux (lequel accord ne pouvant être refusé sans motif légitime), sous réserve des exceptions suivantes :

- émission d'actions dans le cadre de l'absorption par Snecma d'une autre société du Groupe dans le cadre d'une restructuration interne, ou cession ou transfert de tels titres entre sociétés du Groupe ;
- émission ou cession de gré à gré de titres au profit d'un partenaire industriel de Snecma dans la mesure où le souscripteur ou cessionnaire prend un engagement de conservation similaire vis-à-vis des banques garantes, pour la période restant à courir ;
- cessions du solde des actions offertes dans le cadre de l'Offre Réservee aux Salariés ;
- cessions aux fins de régularisation du cours de bourse, sous certaines conditions.

Elle s'est engagée, dans les mêmes conditions, à ne pas annoncer une telle transaction et à ne pas accorder de droits ou options sur de tels titres.

Les établissements garants pourront, dans le respect de la législation et de la réglementation applicables, effectuer des interventions pour compte propre sur le marché des actions notamment aux fins de couverture. Par ailleurs, aux termes du contrat de garantie, Calyon (ou tout établissement agissant pour son compte) pourra éventuellement, pour le compte du syndicat de garantie du Placement Global Garanti et du syndicat de garantie de l'Offre à Prix Ouvert, et dans le respect de la législation et de la réglementation applicables, intervenir aux fins de stabilisation du marché de l'action.

Ces activités sont susceptibles de stabiliser, soutenir ou affecter le cours des actions Snecma. De telles activités, si elles sont mises en œuvre, peuvent être interrompues à tout moment. Elles peuvent être effectuées, dans le cadre de la législation et de la réglementation applicables, sur Euronext Paris ou de toute autre manière.

### **2.1.8 Offre Réservee aux Salariés**

Conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, une offre à des conditions préférentielles portant initialement sur environ 8 220 201 actions existantes représentant 10 % du nombre total d'actions cédées par

l'Etat suivant les procédures du marché financier soit environ 3,04 % du capital de la Société, est réservée à certains salariés et anciens salariés de la Société et de la quasi-totalité de ses filiales.

En cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, le nombre d'actions existantes offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés sera augmenté en conséquence, de façon à représenter 10 % du nombre total final d'actions cédées par l'Etat suivant les procédures du marché financier.

Les conditions définitives de l'Offre Réservée aux Salariés feront l'objet d'un avis publié par Euronext Paris et seront portés à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse.

#### **2.1.8.1 Bénéficiaires**

Les bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés sont les personnes suivantes :

- titulaires d'un contrat de travail avec la Société ou l'une de ses filiales, situées en France ou à l'étranger, dont elle détient, directement ou indirectement, plus de 50 % du capital social, au jour de l'ouverture de l'Offre Réservée aux Salariés (les "Salariés").
- personnes pouvant justifier d'un contrat de travail d'une durée accomplie d'au moins cinq années avec la Société ou l'une de ses filiales, situées en France ou à l'étranger dont elle détient, directement ou indirectement, plus de 50 % du capital social, au jour de l'ouverture de l'Offre Réservée aux Salariés (les "Anciens Salariés").

Le nombre de bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés est d'environ 66 000 (dont environ 39 700 salariés).

Ainsi que cela est indiqué ci-dessous, certaines des formules de participation ne sont pas disponibles pour tous les Salariés et Anciens Salariés, notamment pour certains Salariés et Anciens Salariés des filiales de Snecma situées à l'étranger en raison des obstacles de nature juridique liés à la législation et/ou la fiscalité locale.

#### **2.1.8.2 Formules de participation**

##### **2.1.8.2.1 Formules de participation hors du Plan d'Epargne Groupe Snecma**

###### **2.1.8.2.1.1 Formule "Cash"**

**Bénéficiaires :** Les Salariés et les Anciens Salariés.

**Prix :** Prix de l'Offre à Prix Ouvert, soit, sur la base de la fourchette indicative, entre 15,35 euros et 17,10 euros.

**Règlement du prix d'acquisition :** Au comptant, pour l'intégralité du prix, le jour du règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés.

**Disponibilité :** A la date du règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés.

#### **Modalités de conservation des actions :**

Les actions acquises dans le cadre de la formule Cash par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France peuvent, à la demande des bénéficiaires, être apportées puis conservées dans le compartiment "Snecma Ouverture Cash" du FCPE "Snecma Ouverture" qui émettra à leur profit une part pour chaque action apportée.

Les actions acquises dans le cadre de la formule Cash par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France peuvent également être déposées sur un compte titres personnel ouvert auprès d'un établissement financier.

Les actions acquises dans le cadre de la formule Cash par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France peuvent aussi être déposées sur un Plan d'Epargne en Actions ("PEA").

Les actions acquises dans le cadre de la formule Cash par les Salariés et Anciens Salariés des filiales de Snecma situées hors de France seront obligatoirement apportées, puis conservées dans le compartiment "Snecma Ouverture Cash" du FCPE "Snecma Ouverture" qui émettra à leur profit une part pour chaque action apportée, à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Brésil et des Etats-Unis d'Amérique où, pour des raisons tenant à la réglementation et/ou la fiscalité locale, la conservation des actions ne peut se faire par l'intermédiaire d'un FCPE.

Le compartiment "Snecma Ouverture Cash" du FCPE "Snecma Ouverture", constitué en application de l'article L. 214-40 du Code monétaire et financier, hors du cadre du plan d'épargne groupe Snecma, a reçu l'agrément de



l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2004 sous le code 86749. Le compartiment "Sneema Ouverture Cash" est classé dans la catégorie "investi en titres cotés de l'entreprise".

#### 2.1.8.2.1.2 Formule "Bonus"

**Bénéficiaires :** Les Salariés et les Anciens Salariés

**Prix :** Prix de l'Offre à Prix Ouvert moins une décote de 20 %, soit, sur la base de la fourchette indicative, entre 12,28 euros et 13,68 euros.

**Règlement du prix d'acquisition :** Trois options :

- Option 1 : Au comptant, pour l'intégralité du prix, le jour du règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés.
- Option 2 : Règlement en trois paiements sur deux ans (30 % du prix le jour du règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés, 30 % au bout d'un an et 40 % à l'issue de la seconde année), sans frais.
- Option 3 : Règlement en 24 mensualités, sans frais, pour les Salariés de la Société et de ses filiales situées en France et, le cas échéant, les salariés de certaines filiales de la Société situées au Canada, aux Etats-Unis, en Inde, au Mexique, au Portugal, au Royaume-Uni et à Singapour.

**Indisponibilité :** Conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, les actions sont incessibles pendant une période de deux années à compter de la date de règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés, pour quelque raison que ce soit. En conséquence, aucun rachat de parts du FCPE "Sneema Ouverture", attribuées aux bénéficiaires en échange des actions apportées au compartiment "Sneema Ouverture Bonus" (voir ci-dessous), ne pourra être demandé pendant cette période.

#### **Modalités de conservation des actions :**

Les actions acquises dans le cadre de la formule Bonus par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France peuvent, à la demande des bénéficiaires, être apportées puis conservées dans le compartiment "Sneema Ouverture Bonus" du FCPE "Sneema Ouverture" qui émettra à leur profit une part pour chaque action apportée.

Les actions acquises dans le cadre de la formule Bonus par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France peuvent également être déposées sur un compte titres personnel ouvert auprès d'un établissement financier.

Les actions acquises dans le cadre de la formule Bonus par les Salariés et Anciens Salariés de la Société ou de ses filiales situées en France et payées selon l'Option 1 peuvent aussi être déposées sur un PEA.

Les actions acquises dans le cadre de la formule Bonus par les Salariés et Anciens Salariés des filiales de Sneema situées hors de France seront obligatoirement apportées puis conservées dans le compartiment "Sneema Ouverture Bonus" du FCPE "Sneema Ouverture" qui émettra à leur profit une part pour chaque action apportée, à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne et des Etats-Unis d'Amérique où, pour des raisons tenant à la réglementation et/ou la fiscalité locale, la conservation des actions ne peut se faire par l'intermédiaire d'un FCPE. Les Salariés et Anciens Salariés des filiales situées au Brésil ne sont pas bénéficiaires de la formule Bonus.

Le compartiment "Sneema Ouverture Bonus" du FCPE "Sneema Ouverture", constitué en application de l'article L. 214-40 du Code monétaire et financier, hors du cadre du plan d'épargne groupe Sneema, a reçu l'agrément de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2004 sous le code 86759. Le compartiment "Sneema Ouverture Bonus" est classé dans la catégorie "investi en titres cotés de l'entreprise".

#### 2.1.8.2.2 Formules de participation proposées dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe Sneema

##### 2.1.8.2.2.1 Formule "Abond"

**Bénéficiaires :** Les Salariés des sociétés françaises adhérentes au plan d'épargne groupe Sneema (le "Plan d'Epargne Groupe" ou "PEG") ayant au moins trois mois d'ancienneté dans l'une de ces sociétés le jour de l'ouverture de l'Offre Réservée aux Salariés.

**Prix :** Prix de l'Offre à Prix Ouvert moins une décote de 20 %, soit, sur la base de la fourchette indicative, entre 12,28 euros et 13,68 euros.

**FCPE Abond :** Les actions acquises dans la formule Abond sont apportées au fonds commun de placement d'entreprise "Sneema Abond" constitué dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe, chaque action apportée

donnant droit à une part de FCPE. Le FCPE “Sneema Abond”, classé dans la catégorie “investi en titres cotés de l’entreprise”, a reçu l’agrément de l’Autorité des marchés financiers le 30 avril 2004 sous le code 86719.

**Abondement :** Les versements effectués par les salariés pour l’acquisition d’actions Sneema ensuite apportées au FCPE “Sneema Abond” constitué dans le cadre du Plan d’Epargne Groupe bénéficient d’un abondement égal à :

- 50 % du versement personnel jusqu’à un versement de 1 000 euros,
- 30 % du versement personnel au-delà et jusqu’à 10 833 euros de versement,

soit un abondement maximum de 3 450 euros brut avant prélèvement de la Contribution Sociale Généralisée et la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale. L’abondement n’est définitivement acquis qu’après règlement, dans les délais, de l’intégralité du versement personnel. Dans le cas contraire, un montant égal à l’abondement brut sera reversé à l’employeur.

**Règlement du versement personnel :** Trois options :

- Option 1 : Au comptant, pour l’intégralité du versement personnel, le jour du règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés.
- Option 2 : Règlement en trois paiements sur deux ans (30 % du versement personnel le jour du règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés, 30 % au bout d’un an et 40 % à l’issue de la seconde année), sans frais.
- Option 3 : Règlement en 24 mensualités, sans frais.

**Indisponibilité :** Conformément à l’article L. 443-6 du Code du travail, les parts du FCPE “Sneema Abond” seront bloquées pendant une période de cinq années à compter de la date de règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés. Cependant, ces parts pourront être débloquentes en cas de survenance de l’un des cas de déblocage anticipé prévus par les articles L. 443-6 et R. 442-17 du Code du travail. Toutefois, conformément à l’article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, les actions sont incessibles pendant une période de deux années à compter de la date de règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés. En conséquence, aucun rachat de parts du FCPE “Sneema Abond” attribuées aux bénéficiaires en échange des actions apportées au FCPE, ne pourra être demandé pendant cette période, même en cas de survenance de l’un des cas de déblocage anticipé prévus par les articles L. 443-6 et R. 442-17 du Code du travail.

#### 2.1.8.2.2.2 Formule “Lever”

**Bénéficiaires :** Les Salariés des sociétés françaises adhérentes au Plan d’Epargne Groupe et ayant au moins trois mois d’ancienneté dans l’une au moins de ces sociétés le jour de l’ouverture de l’Offre Réservée aux Salariés.

**Prix :** Prix de l’Offre à Prix Ouvert moins une décote de 20 %, soit, sur la base de la fourchette indicative, entre 12,28 euros et 13,68 euros.

**FCPE Levier :** Les actions acquises dans la formule Levier sont apportées au fonds commun de placement d’entreprise “Sneema Levier” constitué dans le cadre du Plan d’Epargne Groupe, chaque action apportée donnant droit à une part de FCPE. Le FCPE “Sneema Levier”, classé dans la catégorie “FCPE garanti”, a reçu l’agrément de l’Autorité des marchés financiers le 30 avril 2004 sous le code 86869.

**Complément bancaire :** Le versement personnel, plafonné à 1 000 euros, est augmenté d’un complément bancaire versé par la Société Générale (la “Banque Structurante”), égal à neuf fois le versement personnel.

**Règlement du versement personnel :** Trois options :

- Option 1 : Au comptant, pour l’intégralité du versement personnel, le jour du règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés.
- Option 2 : Règlement en trois paiements sur deux ans (30 % du versement personnel le jour du règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés, 30 % au bout d’un an et 40 % à l’issue de la seconde année), sans frais.
- Option 3 : Règlement en 24 mensualités, sans frais.

**Indisponibilité :** Conformément à l’article L. 443-6 du Code du travail, les parts du FCPE “Sneema Levier” seront bloquées pendant une période de cinq années à compter de la date de règlement-livraison de l’Offre Réservée aux Salariés. Cependant, ces parts pourront être débloquentes en cas de survenance de l’un des cas de



déblocage anticipé prévus par les articles L. 443-6 et R. 442-17 du Code du travail. Toutefois, conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, les actions sont incessibles pendant une période de deux années à compter de la date de règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés. En conséquence, aucun rachat de parts du FCPE "Snecma Levier" attribuées aux bénéficiaires en échange des actions apportées au FCPE, ne pourra être demandé pendant cette période, même en cas de survenance de l'un des cas de déblocage anticipé prévus par les articles L. 443-6 et R. 442-17 du Code du travail.

**Garanties :** Dans le cadre de cette formule, au terme de la période d'indisponibilité de cinq années suivant le règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés (la "Date d'Echéance"), l'opération est dénouée et, jusqu'à cette date, la valeur liquidative de la part du FCPE "Snecma Levier" est garantie par la Banque Structurante.

Ainsi, le porteur de parts aura l'assurance, tant à l'échéance qu'en cas de sortie anticipée, de percevoir le plus élevé des deux montants suivants :

- soit son apport personnel,
- soit son apport personnel augmenté d'un pourcentage du produit du nombre d'actions acquises au moyen de son versement personnel et du complément bancaire par la différence positive entre le Cours Final et le prix de l'Offre à Prix Ouvert. Ce pourcentage est variable et est au minimum égal à 88,5 % du rapport entre le prix de l'Offre à Prix Ouvert et le Cours Final.

Ainsi, dans l'hypothèse où le Cours Final serait inférieur ou égal au prix de l'Offre à Prix Ouvert, et dans l'hypothèse où le cours de l'action n'atteindrait pas le premier seuil cliquet de 130 % (voir ci-dessous) pendant la période, le porteur de parts, en l'absence de performance de l'action, recevra le montant de son apport personnel.

Le pourcentage de 88,5 % indiqué ci-dessus est un pourcentage minimum. Il est susceptible d'être amélioré ainsi que cela est décrit dans la notice du FCPE "Snecma Levier" (essentiellement dans l'hypothèse où le prix moyen pondéré de cession par la Société Générale des actions constituant sa couverture initiale serait supérieur au prix de l'Offre à Prix Ouvert — limité à la différence entre le prix du Placement Global Garanti et le prix de l'Offre à Prix Ouvert). Les porteurs de parts en seront informés lors de l'envoi du premier relevé de compte récapitulatif de leur souscription par la Société de Gestion.

Afin de sécuriser certains niveaux de plus-value, trois seuils-cliquets fixés respectivement à 130 %, 160 % et 190 % du prix de l'Offre à Prix Ouvert permettent, en cas de baisse du cours de l'action, après que le cours de clôture de l'action ait atteint ou dépassé l'un de ces seuils entre le jour du règlement-livraison et la Date d'Echéance, de cristalliser la hausse de l'action au seuil le plus élevé qui a été atteint ou dépassé.

En cas de rachat à la Date d'Echéance, le Cours Final est égal à la moyenne arithmétique des 60 valeurs de l'action sur le Premier Marché d'Euronext Paris lors des cinquante neuf jours de bourse précédant l'échéance de la garantie et à la date d'Echéance (la "Période de Calcul de la Moyenne"). Pour les besoins du calcul du Cours Final, la valeur de l'action à prendre en compte, pour chaque jour de bourse de la Période de Calcul de la Moyenne, sera égale à la plus élevée des deux valeurs suivantes : (a) le seuil cliquet le plus élevé atteint ou dépassé au jour de bourse considéré ou (b) le cours de clôture de l'action sur le Premier Marché d'Euronext Paris, le jour de bourse considéré.

En cas de rachat un jour de bourse compris dans la Période de Calcul de la Moyenne à la suite d'un cas de déblocage anticipé, le Cours Final, à cette date, sera établi conformément à la méthode indiquée dans le paragraphe qui précède en retenant par exception comme valeur de l'action pour le jour considéré et les jours de bourse compris entre cette date et la fin de la Période de Calcul de la Moyenne, le cours de clôture de l'action sur le Premier Marché d'Euronext Paris le jour considéré.

En cas de rachat avant le premier jour de bourse de la Période de Calcul de la Moyenne à la suite d'un cas de déblocage anticipé, la valeur de l'action à prendre en compte pour les besoins de la détermination du Cours Final sera égale à la plus élevée des deux valeurs suivantes : (a) le seuil cliquet le plus élevé qui a été atteint ou dépassé depuis le jour du règlement-livraison ou (b) le cours de clôture de l'action sur le Premier Marché d'Euronext Paris le jour de bourse considéré.

Le porteur de parts reçoit les dividendes, les avoirs fiscaux ou tout mécanisme qui s'y substituerait et tous autres droits financiers attachés aux actions Snecma apportées au FCPE "Snecma Levier", qui sont réinvestis dans le fonds. En contrepartie de la garantie, le porteur de parts rétrocède à la Banque Structurante, le jour où il les perçoit, la contre-valeur économique de ces dividendes et autres droits financiers sus-visés (l'avoir fiscal exclu), ainsi qu'une partie de la hausse des actions par rapport au prix de l'Offre à Prix Ouvert, et abandonne au profit de celle-ci la valeur économique de la décote de 20 % par rapport au cours de référence.

### Exemples chiffrés :

Ces exemples chiffrés sont donnés à titre indicatif uniquement afin d'illustrer le mécanisme de la formule, et ne préjugent en rien des performances futures du FCPE ou de l'action Snecma.

Le scénario de marché offrant au porteur le rendement maximum de la formule à la Date d'Echéance suppose que la performance de l'action est positive et la plus élevée possible.

Il est indiqué pour chaque exemple donné ci-après le taux de rendement annuel que représente l'investissement dans le FCPE pour un porteur ayant souscrit avant la date d'effet et sortant à la Date d'Echéance.

Les exemples correspondent à un porteur conservant ses parts du FCPE "Snecma Levier" jusqu'à la Date d'Echéance avec les hypothèses (théoriques retenues pour les seuls besoins des présents exemples) suivantes :

- le prix public ("Prix de Référence") est fixé à 15 euros, le prix de souscription décoté de 20 % est de 12 euros;
- l'apport personnel du porteur est de 12 euros;
- le nombre d'actions détenues par le FCPE (après levier) est égal à 10.

### Cas le moins favorable :

Au cours des 5 ans, le cours de l'action Snecma n'a jamais atteint en clôture le seuil de 130 %.

A l'échéance des 5 ans, le Cours Final est de 12,75 euros.

Le Cours Final est inférieur au Prix de Référence, la valeur restituée au porteur, au bout de 5 ans, est donc égale à son apport personnel : **12 euros**.

Alors que le cours de l'action Snecma enregistre une baisse de 15 % sur la période, le porteur de parts ne subit pas de perte et retrouve exactement son apport personnel.

Le taux de rendement annuel du porteur de parts du FCPE est, dans ce cas, égal à zéro.

### Cas médian 1 (sans bénéfice d'un seuil cliquet) :

Au cours des 5 ans, le cours de l'action Snecma n'a jamais atteint en clôture le seuil de 130 %.

A l'échéance des 5 ans, le Cours Final est de 18,75 euros.

Le Cours Final est supérieur au Prix de Référence, la valeur restituée au porteur, au bout de 5 ans, est donc égale à :  **$12 + [10 \times 88,5 \% \times (15 / 18,75) \times (18,75 - 15)] = 38,55$  euros**.

Le porteur reçoit donc 38,55 euros.

Alors que le cours de l'action Snecma enregistre une hausse de 25 % sur la période, le gain du porteur de parts sera de 221,25 % de son apport personnel soit un taux de rendement annuel de 26,29 %.

### Cas médian 2 (avec bénéfice d'un seuil cliquet) :

Au cours des 5 ans, le cours de clôture de l'action Snecma dépasse au moins une fois le seuil de 190 %.

A l'échéance des 5 ans, le cours de l'action Snecma vaut 23,25 euros, mais l'action ayant précédemment dépassé le seuil des 190 %, le Cours Final utilisé pour le calcul de la valeur restituée sera de 28,5 euros.

Le Cours Final est supérieur au Prix de Référence, la valeur restituée au porteur, au bout de 5 ans, est donc égale à :  **$12 + [10 \times 88,5 \% \times (15 / 28,5) \times (28,5 - 15)] = 74,88$  euros**.

Le porteur reçoit donc 74,88 euros.

Alors que le cours de l'action Snecma enregistre sur la période une hausse de 55 % sur la période, le gain du porteur de parts sera de 524,01 % de son apport personnel soit un taux de rendement annuel de 44,22 %.

### Cas favorable :

Au cours des 5 ans, le cours de l'action Snecma dépasse le seuil de 190 %.

A l'échéance des 5 ans, le Cours Final est de 33 euros.

Le Cours Final est supérieur au Prix de Référence, la valeur restituée au porteur, au bout de 5 ans, est donc égale à :  $12 + [10 \times 88,5 \% \times (15 / 33) \times (33-15)] = 84,4$  euros.

Le porteur reçoit donc 84,4 euros.

Alors que le cours de l'action Snecma enregistre une hausse de 120 % sur la période, le gain du porteur sera de 603,40 % soit un taux de rendement annuel de 47,72 %.

Afin de constituer sa couverture initiale, la Banque Structurante cédera, dans la mesure où la demande le permettra, une certaine quotité d'actions dans le cadre du Placement Global Garanti (dans les conditions décrites au 2.1.7.1). La quotité d'actions offertes dans le Placement Global Garanti sera ainsi augmentée dans la mesure de la demande. Dans le cas où la demande serait insuffisante pour que la Banque Structurante puisse céder ainsi sa couverture initiale, la Société pourra se porter acquéreur du nombre d'actions qui n'auraient pu être cédées par la Banque Structurante selon cette modalité.

Pour les besoins de la couverture de ses engagements au titre de la garantie consentie aux salariés dans le cadre de la formule "Levier", la Banque Structurante a informé la Société qu'elle sera amenée à intervenir sur le marché au moyen d'acquisitions ou de cessions d'actions pour ajuster sa couverture entre la date de première cotation de l'action et l'échéance de la garantie. Dans le cadre de l'ajustement de sa couverture, la Banque Structurante cédera des actions de la Société en cas de baisse du cours de l'action et inversement en achètera en cas de hausse du cours. A ce sujet, la Banque Structurante a informé la Société des intentions suivantes :

"La Banque Structurante s'engage à ce que lesdites acquisitions ou cessions d'actions nécessaires à la gestion de sa couverture, qu'elles soient effectuées directement ou indirectement, obéissent aux conditions suivantes :

- elles seront réalisées avec le souci de ne pas perturber la formation du cours ni avant l'ouverture de la séance de bourse, ni à l'ouverture de la séance ou à la première cotation du titre, ni à la reprise des cotations suivant une suspension, individuelle ou générale, ou une réservation du titre, ni à la clôture ;
- elles représentent un volume maximal de 25 % du plus grand des deux volumes suivants : (i) la moyenne des négociations quotidiennes constatées sur une période de référence précédant l'intervention de trois jours de bourse et (ii) les négociations constatées le jour de l'intervention.

La gestion de la couverture sera réalisée avec le souci de limiter autant que possible l'influence sur le cours de l'action Snecma. En particulier, le volume d'intervention de la Banque Structurante sera sensiblement inférieur au seuil précité."

La Société se réserve, par ailleurs, le droit de se porter acquéreur des actions cédées par la Banque Structurante dans le cadre de la constitution de sa couverture initiale. Ces éventuels rachats seraient financés par les ressources propres de la Société.

#### 2.1.8.2.2.3 Limites des versements volontaires et de l'abondement

Il est rappelé que :

- (i) le total des versements effectués au cours de l'année civile par un salarié sur un ou plusieurs plans d'épargne entreprise du Groupe ou sur le Plan d'Epargne Groupe (y compris l'apport personnel et le complément bancaire effectués dans le cadre de la formule Levier ainsi que l'intéressement affecté à tout plan d'épargne d'entreprise au cours de l'année) ne peut excéder 25 % de la rémunération brute annuelle de l'intéressé ; les sommes provenant de la participation et affectées aux différents plans d'épargne ne sont pas prises en compte pour le calcul de ce plafond ;
- (ii) l'abondement total versé au cours d'une année civile au bénéfice d'un salarié ne peut excéder le triple du total des versements effectués par l'intéressé, dans la limite de 2 300 euros ; l'employeur peut majorer ces sommes à concurrence des sommes consacrées par le bénéficiaire à l'acquisition d'actions émises par l'entreprise, ou par une entreprise liée à celle-ci au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, sans que cette majoration ne puisse excéder 50 %, soit un montant maximum ne pouvant en toute hypothèse être supérieur à 3 450 euros ;
- (iii) la Contribution Sociale Généralisée et la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale sur l'abondement sont à la charge du bénéficiaire.

Les frais de gestion du FCPE "Snecma Abond" et du FCPE "Snecma Levier" seront pris en charge par la Société. Ils ne sont pas pris en compte pour le calcul des plafonds d'abondement décrits ci-dessus.

Outre la limite de versement volontaire spécifique à la réglementation des plans d'épargne d'entreprise décrite ci-dessus, le versement volontaire des bénéficiaires, toutes formules confondues (formules "Cash" et "Bonus" hors du Plan d'Epargne Groupe et formules "Abond" et "Lever" dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe), ne peut excéder cinq fois le plafond annuel des cotisations de la Sécurité Sociale, soit 148 560 euros pour 2004 (y compris l'abondement versé dans la formule "Abond" et le complément bancaire dans le cadre de la formule "Lever").

Le FCPE à compartiments "Sneema Ouverture", le FCPE "Sneema Abond" et le FCPE "Sneema Lever" sont gérés par Natexis Epargne Entreprise, 68-76, Quai de la Rapée, 75606 Paris cedex 12.

### **2.1.8.3 Ordres d'achat**

Les Salariés et Anciens Salariés devront utiliser des bulletins d'ordre d'achat spécifiques qui leur seront délivrés par Sneema et qu'ils devront transmettre, pour exécution, à Sneema.

### **2.1.8.4 Résultat de l'Offre Réservée aux Salariés**

Conformément à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, chaque demande individuelle ne pourra être servie que dans la limite de cinq fois le plafond annuel des cotisations de la Sécurité Sociale, soit 148 560 euros pour 2004.

Si les demandes des Salariés et Anciens Salariés excèdent le nombre d'actions qui leur sont offertes, un arrêté du Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie fixera les conditions de leur réduction.

### **2.1.8.5 Actions gratuites**

Conformément à l'article 12 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 précitée, les Salariés et Anciens Salariés qui auront acquis des actions dans le cadre de l'offre qui leur est réservée, bénéficieront d'une attribution d'actions gratuites. Les modalités de l'attribution gratuite seront les suivantes :

- acquisitions réalisées dans le cadre de la formule Cash : une action gratuite pour trois actions acquises jusqu'à une valeur totale d'actions gratuites de 1 238 euros, plafond des actions gratuites toutes formules confondues ;
- acquisitions réalisées selon la formule Bonus : une action gratuite pour une action acquise jusqu'à une valeur totale d'actions gratuites de 700 euros et, au-delà, une action gratuite pour quatre actions acquises jusqu'à une valeur totale d'actions gratuites de 1 238 euros, plafond des actions gratuites toutes formules confondues ;
- acquisitions réalisées selon la formule Abond : une action gratuite pour une action acquise jusqu'à une valeur totale d'actions gratuites de 700 euros et, au-delà, une action gratuite pour quatre actions acquises jusqu'à une valeur totale d'actions gratuites de 1 238 euros, plafond des actions gratuites toutes formules confondues.

La formule Lever ne donne pas droit à des actions gratuites.

Les actions gratuites sont attribuées sur la base du prix d'acquisition des actions dans la formule correspondante. Les seuils intermédiaires et le plafond global sont calculés sur cette base.

Conformément à l'article 12 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986, la valeur des actions gratuites pouvant être attribuées à une personne ne peut excéder la moitié du plafond mensuel de la sécurité sociale, soit 1 238 euros pour 2004.

L'attribution d'actions gratuites se fait en nombre entier d'actions, toute fraction d'action gratuite donnant droit au paiement d'un rompu.

L'attribution d'actions gratuites est subordonnée à la conservation des actions pendant au moins une année à compter de la date de règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés si elles ont été acquises dans le cadre de la formule Cash, trois années si elles ont été acquises dans le cadre des formules Bonus ou Abond. L'attribution d'actions gratuites aura lieu à l'expiration de ces délais.

Dans le cas d'une acquisition avec panachage des différentes formules d'acquisition, l'attribution des actions gratuites s'effectuera par ordre de durée croissante de détention : de la formule la plus disponible (formule Cash) à celle ayant la plus longue durée de blocage (formule Bonus et ensuite formule Abond). En cas de vente des actions avant l'échéance donnant droit à l'attribution d'actions gratuites, le report du droit à l'attribution d'actions

gratuites pour les actions conservées pendant la durée nécessaire s'effectuera dans le même ordre que celui de leur attribution (Cash, puis Bonus, puis Abond).

#### **2.1.8.6 Numéro Vert**

Pour tout renseignement, les Salariés et Anciens Salariés peuvent appeler le 0 800 177 877.

#### **2.1.9 Condition résolutoire de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés**

Au cas où, au plus tard deux jours de bourse après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, il ne serait pas possible de fixer les prix de cession des actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti à un niveau compatible avec le prix minimum déterminé par la Commission des participations et des transferts dans les conditions rappelées au paragraphe 2.1.5 ci-dessus, il sera mis fin à l'Offre à Prix Ouvert, au Placement Global Garanti et à l'Offre Réservée aux Salariés. Les réservations et les ordres passés dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, du Placement Global Garanti et de l'Offre Réservée aux Salariés seraient alors caducs. Il en sera de même en cas de résiliation du contrat de garantie de l'Offre à Prix Ouvert ou de celui du Placement Global Garanti. Cette résiliation pourrait intervenir au plus tard à la date de règlement-livraison, actuellement prévue pour le 23 juin 2004. Elle ferait l'objet d'un avis d'Euronext Paris et d'un communiqué de presse.

#### **2.1.10 Restrictions de placement**

Chaque établissement chargé de l'Offre à Prix Ouvert et chaque membre du syndicat chargé du Placement Global Garanti n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre de vente. En particulier, les actions ne peuvent être offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique, aucun effort de vente dirigé vers les Etats-Unis d'Amérique ne pourra être entrepris par quiconque. Le document de base et la note d'opération établis dans le cadre de la présente opération ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique. Dans les limites arrêtées par les lois et règlements en vigueur, ni l'Etat ni Snecma n'encourent une quelconque responsabilité du fait du non-respect par l'un d'entre eux de ces lois et règlements.

### **2.2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ADMISSION DES ACTIONS SNECMA AU PREMIER MARCHE D'EURONEXT PARIS**

#### **2.2.1 Renseignements généraux relatifs à l'admission des actions**

La Société a demandé, le 30 mars 2004, l'admission au Premier Marché d'Euronext Paris de la totalité des actions composant le capital de la Société à la date de la demande d'admission.

**Nombre :** 270 092 310

**Valeur nominale :** 1 euro

**Nature :** Actions de même catégorie, donnant chacune droit à une voix dans les assemblées générales d'actionnaires.

**Forme :** Nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

**Franchissement de seuils :** Sous réserve de la première cotation des actions Snecma sur le Premier Marché d'Euronext Paris, toute personne, physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant 1 % du capital ou des droits de vote, est tenue, dans les cinq jours à compter du jour de la négociation des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au siège social, le nombre total des actions et le nombre de droits de vote qu'elle possède, ainsi que le nombre total des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés.

Cette déclaration devra être renouvelée dans les conditions mentionnées ci-dessus chaque fois que la part du capital ou des droits de vote détenue franchira, à la hausse ou à la baisse, un multiple de 1 % du

capital ou des droits de vote (voir paragraphe 3.1.10 du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072).

**Date de jouissance :** 1<sup>er</sup> janvier 2004

**Libellé des actions :** Snecma

**Code ISIN :** Actions acquises au titre des réservations et ordres A dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et ouvrant droit à l'attribution gratuite et bénéficiant de la gratuité des droits de garde pendant 18 mois : FR0010093526.

Actions acquises au titre des réservations et ordres A dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et bénéficiant de la gratuité des droits de garde pendant 18 mois : FR0010092536.

Autres actions : FR0005328747

**Mnémonique :** SCA

**Numéro et dénomination du secteur d'activité (Footsie) :** 215 — Aerospace

**Code commun Euroclear/Clearstream :** 013206970

La Société a demandé ou demandera l'admission de la totalité des actions constituant son capital à la date de la présente note d'opération aux opérations d'Euroclear France, en qualité de dépositaire central, et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France S.A., d'Euroclear Bank S.A./N.V. et de Clearstream Banking S.A. (Luxembourg).

## 2.2.2 Modifications de la répartition du capital

A la date de la présente note d'opération, le capital social est fixé à la somme de 270 092 310 euros, divisé en 270 092 310 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Le tableau ci-dessous indique la répartition du capital et des droits de vote de la Société à la date de la présente note d'opération et l'évolution de sa répartition à la suite du règlement-livraison de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés:

	Avant le règlement-livraison				Après le règlement-livraison mais avant l'exercice éventuel de l'Option de Surallocation				Après le règlement-livraison et après l'exercice éventuel de l'Option de Surallocation			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Etat <sup>(1)</sup>	262 593 675	97,2	262 593 675	98,2	180 391 667	66,8	180 391 667	67,5	168 061 366	62,2	168 061 366	62,9
Public	1 005	ns	1 005	ns	73 982 812	27,4	73 982 812	27,7	85 080 083	31,5	85 080 083	31,8
Salariés	—	—	—	—	8 220 201	3,0	8 220 201	3,0	9 453 231	3,5	9 453 231	3,5
United Technologies	4 672 935	1,7	4 672 935	1,7	4 672 935	1,7	4 672 935	1,7	4 672 935	1,7	4 672 935	1,7
Administrateurs	135	ns	135	ns	135	ns	135	ns	135	ns	135	ns
Autocontrôle <sup>(2)</sup>	2 824 560	1,0	—	—	2 824 560	1,0	—	—	2 824 560	1,0	—	—
<b>Total</b>	<b>270 092 310</b>	<b>100,0</b>	<b>267 267 750</b>	<b>100,0</b>	<b>270 092 310</b>	<b>100,0</b>	<b>267 267 750</b>	<b>100,0</b>	<b>270 092 310</b>	<b>100,0</b>	<b>267 267 750</b>	<b>100,0</b>

(1) Dont actions réservées par l'Etat pour procéder aux attributions gratuites conformément à l'article 13 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986.

(2) Actions détenues par Lexvall 2, sous-filiale de la Société.

Il est rappelé que, ainsi que cela est décrit au paragraphe 3.3.3 du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072, Lexvall 2 a acquis le 25 octobre 2002 un total de 174 510 actions de la Société détenues par Monsieur Béchat au prix moyen de 1,92 euros par action.

## 2.2.3 Service des titres et service financier

Le service des titres et le service financier seront assurés par la Société Générale.

## 2.2.4 Etablissements financiers introducteurs

Calyon

Credit Suisse First Boston

ABN AMRO Rothschild



### **2.2.5 Produits et charges relatifs à l'opération**

La Société ne recevra aucun produit de la cession des actions existantes par l'Etat.

Le montant des frais et charges de l'opération, y compris la rémunération des intermédiaires financiers, sera indiqué dans le communiqué de presse publié au plus tard deux jours de bourse après la clôture de l'Offre à Prix Ouvert et qui contiendra les résultats de celle-ci. Ce montant sera réparti entre Snecma et l'Etat dans des conditions qui restent à définir, étant entendu que les frais des intermédiaires financiers seront à la charge de l'Etat. Concernant la part des frais qui sera à la charge de Snecma, ils seront comptabilisés en charges.

### **2.2.6 But de l'admission des titres sur le Premier Marché d'Euronext Paris**

Ainsi qu'il a été indiqué dans le communiqué de presse du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du Ministre de la défense en date du 24 février 2004, l'ouverture de son capital donnera à Snecma les marges de manœuvre lui permettant de poursuivre son développement industriel.

## **2.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LES ACTIONS DONT L'ADMISSION EST DEMANDEE**

### **2.3.1 Droits attachés aux actions**

Les informations relatives aux droits attachés aux actions et aux dividendes figurent dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072, sous les sections 3.2.1 "Droits attachés aux actions" et 3.5 "Dividendes".

### **2.3.2 Forme et mode d'inscription en compte des actions**

Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, au choix du titulaire.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les droits des titulaires des actions de la Société sont représentés par une inscription à leur nom :

- soit chez l'intermédiaire habilité de leur choix pour les titres au porteur ;
- soit auprès de la Société ou d'un mandataire de celle-ci pour les titres inscrits sous la forme nominative pure ou, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix et auprès de la Société ou d'un mandataire de celle-ci pour les titres inscrits sous la forme nominative administrée.

Pour les titres dont le propriétaire n'a pas son domicile sur le territoire français, tout intermédiaire peut demander l'inscription à son nom pour le compte de ce propriétaire. L'intermédiaire inscrit en compte est tenu, au moment de l'ouverture de son compte, de déclarer sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour compte de tiers.

Les actions de la Société sont librement négociables et transmissibles.

### **2.3.3 Négociabilité**

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

### **2.3.4 Régime fiscal**

En l'état actuel de la législation française, les dispositions suivantes résument brièvement les principales dispositions du régime fiscal susceptible de s'appliquer aux personnes physiques ou morales qui détiendront des actions de la Société. Les investisseurs doivent néanmoins s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les non-résidents fiscaux français doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence sous réserve de l'application d'une convention fiscale signée entre la France et cet Etat.

#### **2.3.4.1 Résidents fiscaux français**

##### **2.3.4.1.1 Personnes physiques détenant les actions dans leur patrimoine privé**

##### **(A) Dividendes**

L'attention des lecteurs est appelée sur le fait que, conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2004, les dividendes mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ne seront plus assortis de l'avoir fiscal.

Les dividendes, augmentés de l'avoir fiscal au taux de 50 % en cas de distribution y ouvrant droit mise en paiement avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005, doivent être pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable imposable dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception.

Ces dividendes (augmentés le cas échéant de l'avoir fiscal pour les dividendes perçus en 2004), sont soumis :

- à l'impôt sur le revenu au barème progressif,
- à la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 7,5 %, dont 5,1 % sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG,
- au prélèvement social de 2 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu,
- à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu.

Pour la détermination de l'impôt sur le revenu, il est précisé que :

- Les dividendes bénéficient d'un abattement annuel et global de 2 440 euros pour les couples mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil et de 1 220 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément. Cet abattement continuera à s'appliquer aux dividendes perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- Les dividendes perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 bénéficieront d'un abattement général, non plafonné, de 50 % sur le montant des revenus distribués. En outre, ces dividendes bénéficieront d'un crédit d'impôt, égal à 50 % du montant, avant abattements, des dividendes perçus et plafonné annuellement à 115 euros pour les contribuables célibataires, divorcés, veufs ou mariés et imposés séparément et 230 euros pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil ; cet abattement sera effectué avant application de l'abattement de 1 220 ou 2 440 euros précité.

L'avoir fiscal attaché, le cas échéant, aux dividendes versés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005, ou le crédit d'impôt de 50 % plafonné attaché aux dividendes versés à compter de cette date, est imputable sur le montant global de l'impôt sur le revenu à payer au titre de l'année de perception du dividende et est remboursable en cas d'excédent.

#### (B) Plus-values (article 150-0 A du Code général des impôts)

En application de l'article 150-0 A du CGI, les plus-values réalisées par les personnes physiques sont imposables, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16 % si le montant global des cessions de valeurs mobilières et autres droits ou titres visés à l'article 150-0 A du CGI (hors cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions) réalisées au cours de l'année civile excède, par foyer fiscal, un seuil actuellement fixé à 15 000 euros.

Sous la même condition tenant au montant annuel des cessions de valeurs mobilières, la plus-value est également soumise :

- à la CSG au taux de 7,5 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu,
- au prélèvement social de 2 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu,
- à la CRDS au taux de 0,5 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu.

Les moins-values éventuelles peuvent être imputées sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de cession ou des dix années suivantes, à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation de la moins-value.

#### (C) Régime spécial des PEA

Les actions de la Société peuvent être acquises dans le cadre d'un plan d'épargne en actions ("PEA"), institué par la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit (i) pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des produits et des plus-values générés par les placements effectués



dans le cadre du PEA à condition d'être réinvestis dans le PEA et (ii) au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan ; ce gain reste néanmoins soumis au prélèvement social, à la CSG et à la CRDS.

Les dividendes perçus dans le cadre d'un PEA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ouvriront droit au crédit d'impôt de 50 % plafonné visé au (a) ci-dessus; ce crédit d'impôt ne sera pas versé dans le plan, contrairement à l'avoir fiscal attaché, le cas échéant, aux dividendes perçus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 mais sera imputable, dans les mêmes conditions que le crédit d'impôt attaché aux dividendes perçus hors du cadre d'un PEA, sur le montant global de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année de perception des dividendes et restituable en cas d'excédent.

Les moins-values subies dans le cadre du PEA ne sont imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre; il est précisé qu'en cas de clôture anticipée du PEA avant l'expiration de la cinquième année ou, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et sous certaines conditions, en cas de clôture du PEA après l'expiration de la cinquième année lorsque la valeur liquidative du plan ou de rachat du contrat de capitalisation est inférieure au montant des versements effectués sur le plan depuis son ouverture, les pertes constatées le cas échéant à cette occasion sont imputables sur les gains de même nature réalisés au cours de la même année ou des dix années suivantes, à condition que le seuil annuel de cession des valeurs mobilières (et droits ou titres assimilés) applicable au titre de l'année de réalisation de la moins-value soit dépassé au titre de l'année considérée.

#### (D) Impôt de solidarité sur la fortune

Les actions détenues par les personnes physiques dans le cadre de leur patrimoine privé seront comprises dans leur patrimoine imposable, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

#### (E) Droits de succession et de donation

Les actions acquises par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France.

### 2.3.4.1.2 Actionnaires personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés

#### (A) Dividendes

##### *Personnes morales n'ayant pas la qualité de société mère en France*

Les personnes morales françaises qui détiendront moins de 5 % du capital de la Société n'auront pas la qualité de société mère pour l'application du régime prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts.

Les dividendes perçus par ces sociétés, avoir fiscal inclus le cas échéant, sont imposables dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux normal de l'impôt sur les sociétés actuellement égal à 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> %, majoré de la contribution additionnelle de 3 % (article 235 ter ZA du Code général des impôts) et, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % (article 235 ter ZC du Code général des impôts) qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés, diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période de douze mois.

Certaines personnes morales sont susceptibles, dans les conditions des articles 219-I-b et 235 ter ZC du Code général des impôts, de bénéficier d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15 % et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3 %.

L'avoir fiscal, s'il existe, est égal à 10 % du montant des dividendes versés majoré, le cas échéant, d'un montant égal à 80 % du précompte effectivement versé par la société distributrice (à l'exclusion par conséquent du précompte acquitté par imputation d'avoirs fiscaux ou de crédits d'impôt et de celui qui résulterait d'un prélèvement sur la réserve spéciale des plus-values à long terme) et est imputable sur l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun, l'excédent éventuel n'étant ni reporté, ni remboursé.

Dans l'hypothèse où les personnes morales comptabilisent les dividendes pour leur montant hors avoir fiscal, le montant imputable sur l'impôt sur les sociétés est égal à 66<sup>2</sup>/<sub>3</sub> % de l'avoir fiscal ainsi majoré.

L'attention des investisseurs est appelée sur le fait que, conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2004, les distributions de dividendes mises en paiement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ne seront plus assorties de l'avoir fiscal. S'agissant des avoirs fiscaux attachés aux dividendes distribués en 2004 et perçus par des personnes morales, la loi prévoit que ces avoirs fiscaux ne seront plus utilisables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

En pratique, les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés clôturant leur exercice au plus tard le 30 septembre 2004, pourront imputer les avoirs fiscaux attachés aux dividendes perçus au cours dudit exercice sur le solde de

l'impôt sur les sociétés à liquider au 31 décembre 2004, ces avoirs fiscaux étant en revanche perdus pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés clôturant leur exercice à une date postérieure au 30 septembre 2004.

#### *Personnes morales ayant la qualité de société mère en France*

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du Code général des impôts, les personnes morales détenant au moins 5 % du capital de la Société pourront bénéficier, sous certaines conditions et sur option, du régime des sociétés mères et filiales en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part de ces dividendes représentative des frais et charges supportés par cette société; cette quote-part est égale à 5 % du montant desdits dividendes – avoir fiscal inclus, le cas échéant – sans pouvoir toutefois excéder pour chaque période d'imposition le montant total des frais et charges de toute nature exposés par la société mère au cours de l'exercice considéré.

Dans le cadre du régime des sociétés mères et filiales, l'avoir fiscal, s'il existe, égal à 50 % du dividende perçu, n'est pas imputable sur l'impôt sur les sociétés résultant de la réintégration de la quote-part de frais et charges au résultat imposable de la société mère.

Toutefois, en cas de redistribution par cette société du dividende au cours des cinq années suivant celle de sa perception, le précompte mobilier exigible, le cas échéant, au taux de 50 % du dividende net redistribué peut être effacé par voie d'imputation de l'avoir fiscal attaché au dividende perçu.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de la loi de finances pour 2004, les distributions mises en paiement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ne donneront plus lieu à précompte.

Toutefois, l'article 95 de la loi de finances pour 2004 institue un prélèvement exceptionnel de 25 %, dont le paiement fera naître une créance d'égale montant (imputable sur l'impôt sur les sociétés dû au titre des trois exercices clos postérieurement au fait générateur du prélèvement et restituable en cas d'excédent), applicable aux distributions mises en paiement en 2005 et prélevées sur des sommes à raison desquelles la société distributrice n'a pas été assujettie à l'impôt sur les sociétés au taux normal (à l'exception des bénéfices soumis au taux réduit de l'impôt sur les sociétés prévu par l'article 219 I-b du Code général des impôts) ou sur les résultats d'exercices clos depuis plus de cinq ans ou pris en compte pour le calcul d'une créance de carry-back.

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt attachés aux dividendes perçus dans le cadre du régime des sociétés mères et filiales, encaissés au cours des exercices clos depuis cinq ans au plus, pourront être imputés sur le prélèvement exceptionnel de 25 % institué par l'article 95 de la loi de finances pour 2004.

#### **(B) Plus-values**

Les plus-values réalisées et moins-values subies lors de la cession des actions de la Société sont incluses dans le résultat soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux actuel de l'impôt sur les sociétés de 33 $\frac{1}{3}$  % majoré de la contribution additionnelle de 3 % (article 235 ter ZA du Code général des impôts) et, le cas échéant, de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période de douze mois (article 235 ter ZC du Code général des impôts).

Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article 219-I-a ter du Code général des impôts, les gains nets réalisés à l'occasion de la cession d'actions détenues depuis plus de deux ans et ayant le caractère de titres de participation au plan comptable, ou fiscalement assimilées à des titres de participation, sont éligibles au régime d'imposition des plus-values à long terme.

Constituent notamment des titres de participation les actions revêtant ce caractère sur le plan comptable et, sous réserve d'être comptabilisées en titres de participation ou à un sous-compte spécial, les actions ouvrant droit au régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts, ainsi que les actions acquises en exécution d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange par l'entreprise qui en est l'initiatrice.

Ces gains sont imposables à l'impôt sur les sociétés au taux réduit actuellement fixé à 19 %, majoré de la contribution additionnelle de 3 % et, le cas échéant, de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % précitées, sous réserve de respecter la condition tenant à la dotation et au maintien de la réserve spéciale des plus-values à long terme.

Les moins-values relevant du régime du long terme sont imposables sur les plus-values de même nature de l'exercice de leur constatation ou, en cas de moins-value nette à long terme au titre de cet exercice, de l'un des

dix exercices suivants. Ces moins-values ne sont en principe pas déductibles du résultat imposable au taux normal de l'impôt sur les sociétés.

Certaines personnes morales sont susceptibles, dans les conditions des articles 219-I-b et 235 ter ZC du Code général des impôts, de bénéficier d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15 % et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3 %.

#### **2.3.4.2 Non résidents fiscaux français**

##### **(A) Dividendes**

En vertu du droit interne français, les dividendes distribués par une société dont le siège social est situé en France à ses actionnaires dont le domicile fiscal ou le siège social est situé hors de France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25 % et n'ouvrent pas droit à l'avoir fiscal.

Toutefois, les actionnaires dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de la Communauté européenne peuvent, sous les conditions de l'article 119 ter du Code général des impôts, bénéficier d'une exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs, les actionnaires dont le domicile fiscal ou le siège social est situé dans un Etat lié à la France par une convention fiscale internationale sont susceptibles, sous certaines conditions tenant notamment au respect de la procédure d'octroi des avantages conventionnels, de bénéficier d'une réduction partielle ou totale de la retenue à la source, du transfert de l'avoir fiscal et, le cas échéant, du crédit d'impôt représentatif du précompte au taux plein effectivement acquitté par la société distributrice, ou du remboursement du précompte au taux plein acquitté par la société distributrice ou effacé à l'aide des avoirs fiscaux attachés aux dividendes perçus par cette société de ses filiales directes et correspondant à un précompte effectivement versé par ces dernières au Trésor Public, ce transfert ou ce remboursement s'opérant sous déduction de la retenue à la source prélevée au taux conventionnel.

Il appartiendra aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer si de telles dispositions conventionnelles sont susceptibles de s'appliquer à leur cas particulier et d'établir les conséquences, sur leur situation particulière, de la réforme du régime des distributions opérée par la loi de finances pour 2004 précitée.

##### **(B) Plus-values**

Les plus-values réalisées à l'occasion des cessions à titre onéreux de valeurs mobilières effectuées par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4B du Code général des impôts ou dont le siège social est situé hors de France sont généralement exonérées d'impôt en France, à moins que ces plus-values ne soient rattachables à un établissement stable ou à une base fixe soumis à l'impôt en France, ou que les droits détenus directement ou indirectement par le cédant, avec son groupe familial, dans les bénéfices de la société dont les actions sont cédées, aient excédé 25 % à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25 % au cours de la période susvisée sont soumises à l'impôt en France au taux proportionnel de 16 %, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions d'une convention visant à éviter les doubles impositions.

##### **(C) Impôt de solidarité sur la fortune**

Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France ne sont pas imposables au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune en France au titre de leurs placements financiers.

##### **(D) Droits de succession et de donation**

Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les actions de sociétés françaises acquises par les personnes physiques par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France.

## **2.4 PLACES DE COTATION**

A la date de la présente note d'opération, les actions ne sont admises aux négociations sur aucun marché réglementé.

L'admission des actions est demandée sur le Premier Marché d'Euronext Paris.

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

## **2.5 TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE LITIGE**

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du nouveau code de procédure civile.

## CHAPITRE 3.

### RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

---

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072.

Ces renseignements restent exacts à la date de la présente note d'opération, sous réserve des informations qui suivent.

#### 3.1 ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Le présent paragraphe a pour objet, en application du règlement COB n° 98-02 relatif à l'information à diffuser à l'occasion de programmes de rachats de titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé, de décrire le programme de rachat d'actions qui a été approuvé, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce et sous la condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le Premier Marché d'Euronext Paris, par les actionnaires lors de l'assemblée générale mixte du 25 mai 2004.

##### 3.1.1 Finalités

La Société pourra utiliser les actions rachetées, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, aux fins suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange (notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe),
- l'attribution d'actions aux salariés et aux dirigeants de la Société ou de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne entreprise,
- la remise de titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société,
- la régularisation du cours de bourse de la Société, en conformité avec la réglementation applicable, par intervention systématique en contre-tendance sur le marché,
- l'achat et la vente, en conformité avec la réglementation applicable, en fonction des situations de marché,
- la conservation des actions rachetées,
- l'annulation d'actions.

La Société pourra utiliser les actions rachetées, dans le respect des dispositions légales et réglementaires et notamment les dispositions du règlement COB n° 2002-04, en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Société.

L'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2004 a autorisé le conseil d'administration à réduire le capital social par voie d'annulation d'actions détenues par la Société dans la limite de 10 % du montant du capital social par période de vingt-quatre mois, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce. Cette autorisation a été donnée pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

La Société devra informer chaque mois l'Autorité des marchés financiers des achats, cessions et transferts réalisés, et plus généralement, procéder à toutes formalités et déclarations nécessaires.

##### 3.1.2 Cadre juridique

Le texte de la résolution qui a été adoptée par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 mai 2004 est le suivant :

*“L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et sous la condition suspensive de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le Premier Marché*

*d'Euronext Paris, délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder sur ses seules délibérations, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à des opérations sur les actions de la Société.*

*Cette autorisation est valable pour une période de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale au cours de cette période.*

*Dans ce cadre, la Société pourra acquérir sur le marché ou hors marché ses propres actions dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % de son capital social.*

*Les prix d'achat et de vente limites seront les suivants :*

- Prix maximum d'achat par action : 200 % du prix des actions offertes au public dans le cadre de l'admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris (tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué AMF relatif aux caractéristiques définitives de l'offre au public d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris), hors frais d'acquisition,*
- Prix minimum de vente par action : 50 % du prix des actions offertes au public dans le cadre de l'admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris (tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué AMF relatif aux caractéristiques définitives de l'offre au public d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris), hors frais de cession.*

*L'acquisition, la cession, ou le transfert des actions dans le cadre du programme de rachat d'actions pourra être effectué par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés ou non sur un marché de gré à gré, tels que des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci, ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme d'actions réalisée par acquisition de blocs pourra atteindre l'intégralité du programme.*

*Cette autorisation est destinée à permettre à la Société d'opérer en bourse ou hors marché sur ses actions en vue de toute affectation permise par la loi ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur et en particulier :*

- la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange (notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe),*
- la remise de titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société,*
- l'attribution d'actions aux salariés et aux dirigeants de la Société ou de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achats d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne entreprise,*
- la régularisation du cours de bourse de la Société, en conformité avec la réglementation applicable, par intervention systématique en contre-tendance sur le marché,*
- l'achat et la vente, en conformité avec la réglementation applicable, en fonction des situations de marché,*
- la conservation des actions rachetées,*
- l'annulation d'actions, sous réserve, dans ce cas, de l'adoption par la présente assemblée de la 6<sup>ème</sup> résolution.*

*La Société pourra également utiliser les actions rachetées, dans le respect des dispositions légales et réglementaires et notamment les dispositions du règlement 2002-04 de la Commission des Opérations de Bourse, en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Société.*

*La Société devra informer chaque mois l'Autorité des Marchés Financiers des achats, cessions, transferts réalisés et plus généralement procéder à toutes formalités et déclarations nécessaires.*



*L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, pour conclure tous accords, passer tous ordres de bourse, signer tous actes de cession ou transfert, tous contrats d'options, effectuer toutes déclarations, établir tous documents notamment d'information, remplir toutes les formalités requises et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire."*

Cette même assemblée a autorisé le conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions que la Société aurait acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions visé dans le présent paragraphe, dans la limite de 10 % du capital par périodes de 24 mois.

Cette même assemblée a autorisé le conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale, calculée au moment de leur annulation, sur les primes et réserves disponibles. Elle a donné au conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour fixer les conditions et modalités de cette ou de ces annulations, et modifier les statuts de la Société en conséquence.

### **3.1.3 Durée**

L'autorisation d'opérer sur les actions de la Société accordée par l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2004 est valable pour une période de dix-huit mois à compter du jour de cette assemblée, soit jusqu'au 24 novembre 2005, ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale des actionnaires au cours de cette période.

### **3.1.4 Prix maximum et minimum du programme**

L'acquisition de ces actions ne peut être effectuée à un prix supérieur à 200 % du prix de l'Offre à Prix Ouvert et la cession de ces actions ne pourra intervenir à un prix inférieur à 50 % de ce même prix.

Les rachats d'actions seront financés par priorité sur les ressources propres de la Société et, le cas échéant, par recours à des ressources extérieures. Les acquisitions réalisées par la Société au titre de cette autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, en tenant compte des actions qu'elle pourrait par ailleurs déjà détenir, directement ou indirectement, plus de 10 % des actions composant son capital social, soit 27 009 231 actions, sur la base du capital à la date de la présente note d'opération.

Par ailleurs, compte tenu des 2 824 560 actions Snecma détenues par la société Lexvall 2 et du nombre d'actions composant le capital social, le présent programme de rachat ne pourra porter que sur 24 184 671 actions. Sur la base du point médian de la fourchette indicative de prix de l'Offre à Prix Ouvert, le montant maximum qui pourra être consacré à ce programme est donc de 784,8 millions d'euros.

### **3.1.5 Modalités de rachat**

L'acquisition, la cession, ou le transfert des actions dans le cadre du programme de rachat d'actions pourra être effectué par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés ou non sur un marché de gré à gré, tels que des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci, ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat d'actions réalisée par acquisition de blocs pourra atteindre l'intégralité du programme.

Au 31 décembre 2003, le montant des réserves libres figurant au passif des comptes sociaux de l'exercice s'élevait à 719,7 millions d'euros. Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société s'engage à disposer de réserves libres d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions qu'elle possède.

### **3.1.6 Modalités de financement du programme**

La Société a l'intention de financer son programme de rachat d'actions sur sa trésorerie.

Le montant de la trésorerie nette consolidée, des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier consolidé de la Société s'élevaient, au 31 décembre 2003, respectivement à 604 millions d'euros, 1 183 millions d'euros et 855 millions d'euros.

### 3.1.7 Incidences du programme de rachat d'actions

Le calcul des incidences du programme de rachat envisagé a été effectué, à titre indicatif, à partir des comptes consolidés au 31 décembre 2003, et sur la base des hypothèses suivantes :

- Nombre d'actions rachetées : 2 700 923 actions, soit environ 1 % du capital de la Société.
- Prix d'achat de 15 euros par action, soit un montant total de rachat de 40,5 millions d'euros.
- Mode de calcul : calcul sur le semestre.
- Taux d'imposition : 33 %.
- Coût du financement : 5 %.

	Au 31 décembre 2003		
	Avant le rachat d'actions	Après rachat	Effet du rachat
	(en millions d'euros ou en %)		
Capitaux propres, part du Groupe	1 183	1 143	(3,38)
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 274	1 234	(3,14)
Dettes financières nettes du Groupe*	251	291	15,94
Résultat net, part du Groupe	182	181	(0,55)
Nombre d'actions (hors autocontrôle)	267 267 750	264 566 827	(1,01)
Résultat net par action (en euros)	0,68	0,69	1,47

\* Avant prise en compte des avances remboursables.

Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une variation du prix de rachat unitaire de +/- 10 % et d'un taux du coût de financement égal à 4 et 6 % :

	Au 31 décembre 2003, après rachat	
	Prix unitaire : 13,5 euros Coût du financement : 4 %	Prix unitaire : 16,5 euros Coût du financement : 6 %
	(en millions d'euros ou en %)	
Capitaux propres, part du Groupe	1 149	1 140
Dettes financières nettes du Groupe*	287	296
Résultat net, part du Groupe	181	181
Nombre d'actions (hors autocontrôle)	264 566 827	264 566 827
Bénéfice net par action (en euros)	0,69	0,68
Impact en % sur le bénéfice net par action	0,89	0,67

\* Avant prise en compte des avances remboursables.

### 3.1.8 Régime fiscal

Le régime fiscal applicable est le suivant :

- Pour le cessionnaire :

Dans l'hypothèse où les titres rachetés seraient ensuite cédés ou transférés à un prix différent du prix de rachat, le rachat par la Société de ses propres titres pourrait avoir une incidence sur son résultat imposable de l'exercice de cession ou de transfert.

- Pour le cédant :

En application des dispositions de l'article 112-6 du Code général des impôts, les rachats étant effectués conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, les gains réalisés à cette occasion seront soumis au régime des plus-values.

En vertu de l'article 150-0 A du Code général des impôts, les plus-values réalisées par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France seront imposées au taux actuel de 16 % (26 % avec les prélèvements sociaux) si le montant brut des cessions excède, par foyer fiscal, 15 000 euros par an.

En vertu de l'article 39 du Code général des impôts, les plus-values réalisées par les personnes morales résidant fiscalement en France et soumises à l'impôt sur les sociétés en France, seront imposées selon le régime de droit commun, c'est-à-dire au taux actuel de 33 1/3 %, augmenté de la contribution additionnelle de 3 % et, le



cas échéant, d'une contribution sociale de 3,3 % du montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros. Les sociétés dont le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'exercice concerné est inférieur à 7 630 000 euros sont exonérées de la contribution sociale de 3,3 % si leur capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré, pour au moins 75 % par des personnes physiques ou par des sociétés satisfaisant elles-mêmes ces conditions de chiffre d'affaires, de libération et de détention du capital. Dans certaines conditions, et si les actions peuvent être qualifiées de titres de participation, les gains réalisés peuvent bénéficier du taux réduit d'imposition actuellement à 19 %, augmenté de la contribution additionnelle de 3 % et, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

Les actionnaires ne résidant pas fiscalement en France dont la propriété des actions n'est pas effectivement rattachée à un établissement stable ou une base fixe en France et qui n'ont à aucun moment détenu, directement ou indirectement, seuls ou avec des membres de leur famille, plus de 25 % des bénéfices sociaux de la Société à un moment quelconque au cours des cinq années qui précèdent le rachat par la Société de ses propres actions ne sont pas imposés en France à raison des plus-values réalisées à l'occasion du rachat de leurs actions aux termes du présent programme.

L'attention des lecteurs est appelée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un bref résumé du régime fiscal applicable au rachat d'actions et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal.

### **3.1.9 Intention des personnes contrôlant la Société**

A la connaissance de la Société, l'Etat ne compte pas céder ou acheter des actions de la Société dans le cadre du programme de rachat.

## **CHAPITRE 4.**

### **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR**

---

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072.

Ces renseignements restent exacts à la date de la présente note d'opération, sous réserve des informations qui suivent :

Ainsi que cela était indiqué dans le document de base (paragraphe 4.2.2), l'Etat a demandé à Snecma et SNPE d'étudier le rapprochement de leurs activités matériaux énergétiques et propulsion solide au sein d'une filiale commune. Le but poursuivi est le regroupement d'activités complémentaires ayant la même finalité, pour gagner en efficacité et pour se présenter sur le marché à l'instar des grandes entreprises du secteur. La filialisation en 2002 par Snecma de l'établissement de Bordeaux-Le Haillan, qui employait environ 1 440 personnes au 31 décembre 2003 et a réalisé un chiffre d'affaires de 249 millions d'euros (avant éliminations intra-groupe) sur l'exercice 2003, au sein de Snecma Propulsion Solide et par SNPE des activités en correspondance au sein de SNPE Matériaux Énergétiques (SME) a été effectuée en préalable au rapprochement envisagé. Snecma aurait vocation à être l'actionnaire majoritaire de cet ensemble industriel.

## **CHAPITRE 5.**

### **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR**

---

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072.

Ces renseignements restent exacts à la date de la présente note d'opération.

## CHAPITRE 6.

### GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

---

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072.

Ces renseignements restent exacts à la date de la présente note d'opération, sous réserve des informations qui suivent :

#### 6.1 Composition du Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, la composition du conseil d'administration, telle que décrite au paragraphe 6.1.1.1 du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072, sera modifiée à compter de la date de règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global Garanti, soit le 23 juin 2004.

A cette date, les 18 sièges du conseil d'administration se répartiront comme suit :

- 12 membres représentant les actionnaires, 7 désignés par l'assemblée générale des actionnaires et 5 représentants de l'Etat nommés par décret ;
- 6 membres représentant les salariés, élus dans les conditions fixées par la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

A cet effet, Messieurs Béchat, d'Allest, Bernard, Blanc, Colaiacovo et Revellin-Falcoz ont démissionné de leur mandat d'administrateur "personnalité qualifiée" à la date et sous la condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société à intervenir dans le cadre de leur admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris. L'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2004 a pris acte de cette démission et décidé, sous la condition suspensive que le règlement-livraison des actions de la Société intervienne avant le 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- de nommer Messieurs Béchat, Colaiacovo, Forneri, Levy, Paris et Rannou en qualité d'administrateurs de la Société en remplacement des administrateurs "personnalités qualifiées" démissionnaires avec effet à la date du règlement-livraison des actions de la Société et pour la durée restant du mandat de ces derniers, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;
- de renouveler le mandat d'administrateur de Messieurs Béchat, Colaiacovo, Forneri, Levy, Paris et Rannou pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

L'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2004 a par ailleurs décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Durand pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux administrateurs nommés par l'assemblée générale du 25 mai 2004 (les informations relatives à MM. Béchat et Colaiacovo figurent dans le document de base):

<u>Nom, prénom, âge</u> <u>Mandat et fonction principale</u> <u>exercés dans la Société</u>	<u>Fonction principale</u>	<u>Autres mandats et fonctions</u> <u>exercés dans toute société</u>
<b>Jean-Marc Forneri</b> 44 ans Administrateur	Président fondateur de Bucéphale Finance	<i>Administrateur</i> de Bonnasse Lyon- naise de Banque, Perseus Participa- tions, ICE Incorporated, IPE Limited, <i>Membre du conseil de surveillance</i> de Balmain SA.
<b>Shemaya Levy</b> 57 ans Administrateur		<i>Administrateur</i> de Nissan Motor Company, Renault Finance et Renault Espagne.

<u>Nom, prénom, âge Mandat et fonction principale exercés dans la Société</u>	<u>Fonction principale</u>	<u>Autres mandats et fonctions exercés dans toute société</u>
<b>Dominique Paris</b> 62 ans Administrateur	Directeur Général Délégué Groupe, en charge du Développement et des Synergies Internes de Snecma	<i>Représentant permanent</i> de Snecma au conseil d'administration de Snecma Moteurs, <i>Président Directeur Général</i> de Valin Participations, <i>Administrateur</i> de Snecma Propulsion Solide, <i>Administrateur</i> de Snecma Services, <i>Chairman</i> de Snecma Human Resources Support, Inc.
<b>Jean Rannou</b> 62 ans Administrateur	Consultant en tant qu'expert en affaires stratégiques et internationales	<i>Directeur extérieur</i> au conseil de sur- veillance de Thales Raytheon Systems (TR), <i>Président</i> du comité de sécurité.

Par ailleurs, Messieurs Bourges, Huet, Janvier, Larrere, Mureau et Virlovvet ont été élus en qualité d'administrateurs représentant les salariés le 6 mai 2004.

Ainsi que cela est indiqué ci-dessus, Monsieur Béchat a démissionné, à la date et sous la condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société à intervenir dans le cadre de leur admission aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris, de son mandat d'administrateur "personnalité qualifiée" et donc de son mandat de Président du conseil d'administration. Il a été renommé administrateur par l'assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2004, avec effet à la date du règlement-livraison susvisé, pour la durée restant à courir de son mandat d'administrateur "personnalité qualifiée", soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2004. Cette même assemblée a décidé de renouveler son mandat pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Conformément à l'article 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, le Président du conseil d'administration de Snecma est nommé, parmi les membres du conseil et sur proposition de celui-ci, par décret. Ce décret est pris en Conseil des ministres. Par ailleurs, conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 94-582 du 12 juillet 1994 relatif aux conseils et aux dirigeants des établissements publics et entreprises du secteur public, le Président du conseil d'administration de Snecma est nommé pour la durée de son mandat d'administrateur.

Compte tenu de ce qui précède, de la date du règlement-livraison – mercredi 23 juin 2004 –, de la date de renouvellement intégral du conseil d'administration – jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2004 – et du bref délai entre ces deux dates, Monsieur Béchat ne sera proposé au poste de Président du conseil d'administration que lors de la première réunion du conseil renouvelé, le 1<sup>er</sup> juillet 2004, et nommé ensuite dans les meilleurs délais par décret pris en conseil des ministres. Dans l'attente de sa nomination, le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2004 déléguera les pouvoirs de présidence du conseil et de direction générale de la société à Monsieur Béchat. Il sera procédé de même pour la période s'écoulant entre le règlement-livraison le 23 juin 2004 et la première réunion du nouveau conseil d'administration le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

## **CHAPITRE 7.**

### **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'EMETTEUR**

---

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072.

Ces renseignements restent exacts à la date de la présente note d'opération, sous réserve des informations qui suivent :

#### **7.1 Activités de la Société depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004\***

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2004 s'élève à 1 545 millions d'euros, soit une progression de 8,5% par rapport au premier trimestre 2003 où il s'élevait à 1 424 millions.

L'effet de change global sur le chiffre d'affaires est négatif de 32 millions d'euros par rapport aux taux du premier trimestre 2003 (taux de couverture et taux de conversion). L'effet de périmètre sur le chiffre d'affaires (inclusion de Labinal Corinth) est positif de 17 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de la branche Propulsion (avant élimination inter-branches) est de 1 007 millions d'euros, en progression de 11% par rapport au premier trimestre 2003. Le chiffre d'affaires de la branche Equipements (avant élimination inter-branches) est de 605 millions d'euros, en progression de 4% par rapport au premier trimestre 2003.

Les éliminations inter-branches sont stables à 67 millions d'euros contre 65 millions d'euros au premier trimestre 2003.

La Société note par ailleurs que le chiffre d'affaires lié à la fourniture de pièces de rechange pour les moteurs civils et les trains d'atterrissage était, sur les cinq premiers mois de 2004, supérieur de 22 % et 14 %, respectivement, au chiffre d'affaires de la période correspondante en 2003.

#### **7.2 Risque de change\***

Par rapport aux chiffres du 31 décembre 2003 tels qu'indiqués à la section 5.1.8 du document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 mai 2004 sous le numéro I.04-072, Snecma a mis en place des couvertures de change complémentaires. Ainsi, sur la base de l'utilisation prévue des couvertures, l'ensemble des flux prévisionnels de l'exercice 2004, soit 2 210 millions de dollars, est désormais couvert à un cours moyen de 1 euro pour 1 dollar.

---

\* Données non auditées.

**RESERVATION D' ACTIONS SNECMA**  
(Mandat d'Achat réservé aux personnes physiques)

**OFFRE A PRIX OUVERT**

Nom de l'établissement collecteur

N° d'ordre : .....

Code guichet : .....

Guichet : .....

**JE SOUSSIGNE(E)**

Nom : .....

☐ Français ou résident en France ou (1)

Prénom : .....

☐ Ressortissant d'un Etat partie à l'accord sur l'E.E.E.  
(hors France) (2)

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Compte ordinaire n° ..... et/ou compte P.E.A. n° .....

**DONNE MANDAT**

par les présentes à ..... de réserver et d'acheter au titre de cette réservation, des actions SNECMA, dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert à l'occasion de l'introduction en bourse de la société SNECMA, et ce, à concurrence d'un montant maximum de :

Euros (Montant minimum de 200 euros, et par multiple entier de 100 euros) (3)

Le prix unitaire des actions sera fixé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert.

Cette Offre à Prix Ouvert a fait l'objet d'une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers et d'un document de base enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers qui constituent ensemble le Prospectus dont un résumé est disponible auprès de votre agence bancaire.

**MODALITES**

Le règlement des titres acquis s'effectuera en espèces par le débit de :

Mon compte ordinaire, ci-dessus désigné, pour ..... euros

Mon compte P.E.A., ci-dessus désigné, pour ..... euros

Ces titres seront déposés respectivement sur les comptes précités ou sur le compte titre ordinaire n° ..... (4), ce dernier appartenant au même foyer fiscal.

Je demande, en cas de réduction de mon ordre, que les prélèvements soient réalisés sur mes comptes selon le mode suivant :

- (1) ☐ 1 = en priorité sur le compte P.E.A.  
2 = en priorité sur le compte ordinaire.

**Je reconnais avoir pris connaissance des conditions auxquelles le présent mandat est expressément soumis et qui figurent au verso.**

Je déclare sur l'honneur être soit de nationalité française, soit résident en France, soit ressortissant d'un Etat partie à l'accord sur l'E.E.E. et que je ne présenterai pas d'autre réservation ni d'ordre d'achat prioritaire "A" d'actions de SNECMA auprès d'une autre Agence ou Succursale de ..... ou de tout autre intermédiaire financier.

A ....., le ..... 2004

Signature précédée de la mention "lu et approuvé"

NB : Il est rappelé que la présente réservation est révocable jusqu'au dernier jour de la Période de réservation

- (1) Cocher la case correspondant à votre situation ou inscrire le chiffre correspondant à votre choix  
(2) Espace Economique Européen (Etats membres de l'Union Européenne ainsi que l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein).  
(3) Dans le cas contraire, la réservation sera arrondie au multiple entier de 100 euros inférieur.  
(4) Cas où le donneur d'ordre souhaite que les titres soient déposés sur un compte titres ordinaire différent des comptes précités.



## CONDITIONS

### Le présent mandat est expressément soumis aux conditions suivantes :

I – Il est transmis sous forme de réservation. Il sera exécuté au prix qui sera déterminé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert.

En fonction du prix de l'action qui sera ainsi fixé, et qui fera l'objet d'une diffusion par voie de presse et par un avis d'Euronext Paris, vous achèterez un nombre d'actions tel que l'investissement réalisé ne dépasse en aucun cas le montant maximum indiqué au recto.

II – Je bénéficie de la faculté, dès ce jour, et jusqu'au dernier jour de la Période de réservation de révoquer par écrit le présent mandat auprès de mon agence .....

A défaut de révocation de ma part avant la fin de la période de réservation, en exécution du présent mandat, les achats seront réalisés irrévocablement par vos soins, au prix fixé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert (sauf si ce prix est fixé en dehors de la fourchette indiquée dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers ou si cette fourchette est ajustée auxquels cas une période de révocabilité serait ouverte) et dans les conditions décrites dans un communiqué qui sera diffusé par voie de presse.

III – J'ai pris bonne note du fait que ces achats, effectués en vertu du présent mandat, seront réalisés sous réserve des réductions opérées en fonction du volume total des ordres d'achat à l'Offre à Prix Ouvert, dans les conditions exposées dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Dans la mesure où il est formellement interdit de déposer plusieurs mandats d'achat il ne peut être déposé qu'un seul mandat d'achat par personne auprès de tout intermédiaire financier. Aucun ordre d'achat prioritaire "A" ne peut être déposé en sus d'un mandat d'achat si celui-ci n'a pas été préalablement révoqué.

Le mandat d'achat n'est pas limité dans sa quantité. Il donne droit, pour la présente offre, à la priorité d'achat "R1" jusqu'à concurrence d'un montant de 2.000 euros.

Les ordres d'achat prioritaires exécutés en vertu de mandats d'achat transmis sous forme de réservations dans les conditions exposées dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers, **ont vocation, dans la limite de la première priorité "R1", à être servis soit intégralement, soit au moins deux fois mieux que les ordres "A1" transmis à compter de l'ouverture de l'Offre à Prix Ouvert.**

Le présent mandat est valable pour une durée de trois mois à compter de la signature des présentes, étant précisé qu'il sera nul et de nul effet si un communiqué indiquant le prix et les modalités définitives de l'introduction en bourse de Snecma n'est pas publié.

## ORDRE D'ACHAT D' ACTIONS SNECMA

### OFFRE A PRIX OUVERT

Nom de l'établissement collecteur :

N° d'ordre : .....

Code guichet : .....

Guichet : .....

Nom : .....

☐ Français ou résident en France ou (1)

Prénom : .....

☐ R ressortissant d'un Etat partie à l'accord sur l'E.E.E.  
(hors France) (2)

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Compte ordinaire n° ..... et/ou compte P.E.A. n° .....

CATEGORIE (3) <input type="checkbox"/>	A – Personne physique, ordre prioritaire
	B – Personne physique ou club d'investissement, ordre non prioritaire (4)
	C – Personne morale

Connaissance prise de la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers et du document de base enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers qui constituent ensemble le Prospectus dont un résumé est disponible auprès de mon agence bancaire, veuillez m'acheter à titre irrévocable, à concurrence d'un montant maximum de :

Euros  (Montant minimum de 200 euros et multiple entier de 100 euros) (5)

**Le règlement des titres acquis s'effectuera en espèces par le débit de :**

Mon compte ordinaire, ci-dessus désigné, pour  ..... euros

Mon compte P.E.A., ci-dessus désigné, pour  ..... euros

Ces titres seront déposés respectivement sur les comptes précités ou sur le compte titres ordinaire n° ..... (6), ce dernier appartenant au même foyer fiscal.

Je demande, en cas de réduction de mon ordre, que les prélèvements soient réalisés sur mes comptes selon le mode suivant :

(1) ☐ 1 = en priorité sur le compte P.E.A.

2 = en priorité sur le compte ordinaire.

**Je reconnais avoir pris connaissance des conditions auxquelles le présent ordre est expressément soumis et qui figurent au verso.**

Je certifie sur l'honneur que je possède la nationalité française, la qualité de résident en France ou celle de ressortissant d'un Etat partie à l'accord sur l'E.E.E.(2).

Par ailleurs, dans le cas d'un ordre A, je déclare sur l'honneur ne pas avoir présenté un autre ordre de cette nature ou une réservation auprès d'une autre Agence ou Succursale de ..... ou de tout autre intermédiaire financier.

J'ai bien noté que le prix unitaire des actions sera fixé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert.

Dans le cas d'un ordre C, nous déclarons ne pas avoir présenté un ordre C auprès d'un autre établissement.

A ....., le ..... 2004  
Signature précédée de la mention "Lu et approuvé"

(1) Cocher la case correspondant à votre situation ou inscrire le chiffre correspondant à votre choix

(2) Espace Économique Européen (États membres de l'Union Européenne ainsi que l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein).

(3) Inscrire la lettre correspondant à votre situation ou à votre choix.

(4) A n'utiliser, pour les personnes physiques, que si une réservation ou un ordre A a déjà été présenté. Ordre pouvant être réduit en fonction d'un taux unique.

(5) Dans le cas contraire, l'ordre sera arrondi au multiple entier de 100 euros inférieur.

(6) Cas où le donneur d'ordre souhaite que les titres soient déposés sur un compte titres ordinaire différent des comptes précités

## CONDITIONS

### **Le présent ordre est expressément soumis aux conditions suivantes :**

I – Il sera exécuté au prix qui sera déterminé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert.

En fonction du prix de l'action qui sera ainsi fixé, et qui fera l'objet d'une diffusion par voie de presse et par un avis d'Euronext Paris, vous achèterez un nombre d'actions tel que l'investissement réalisé ne dépasse en aucun cas le montant maximum indiqué au recto.

II – Les achats effectués en vertu du présent ordre seront réalisés irrévocablement par vos soins, au prix fixé à l'issue de l'Offre à Prix Ouvert (sauf si ce prix est fixé en dehors de la fourchette indiquée dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers ou si cette fourchette est ajustée auxquels cas une période de révocabilité serait ouverte) et dans les conditions décrites dans un communiqué qui sera diffusé par voie de presse.

III – J'ai pris bonne note du fait que ces achats seront réalisés sous réserve des réductions opérées en fonction du volume total des ordres d'achat à l'Offre à Prix Ouvert, dans les conditions exposées dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est formellement interdit de déposer plusieurs ordres d'achats prioritaires "A" par personne auprès de tout intermédiaire financier. Aucun ordre d'achat prioritaire "A" ne peut être déposé en sus d'un mandat d'achat si celui-ci n'a pas été préalablement révoqué avant la fin de la Période de réservation. Les ordres déposés en sus de l'ordre prioritaire "A" doivent impérativement être des ordres "B".

L'ordre prioritaire "A" n'est pas limité dans sa quantité. Il donne droit, pour la présente offre, à la priorité d'achat "A1" jusqu'à concurrence d'un montant de 2.000 euros.

Le présent ordre est valable pour la durée de l'Offre à Prix Ouvert à compter de la signature des présentes, étant précisé qu'il sera nul et de nul effet si un communiqué indiquant le prix et les modalités définitives de l'introduction en bourse de Snecma n'est pas publié.



